

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 6 mars 2024 à 18h30

2024/018 Assemblées / Désignation de délégué(e)s titulaires au Syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	9	56	56	0	0

Par suite d'une convocation en date du 29 février 2024 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

PRESENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Cousa), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales
 Jérôme Azéma (Foix) procuration à Anne-Sophie Tribout
 Marine Bordes (Foix) procuration à Thomas Fromentin
 Lawrence Bories (Foix) procuration à Morgane Pommiès
 Elisabeth Clain (Foix) procuration à Florence Rouch
 Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Francis Authié
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Michel Peruga (Artix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

2024/018

Assemblées / Désignation de délégué(e)s titulaires au Syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège

Rapporteur : Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-33 et L5211-1, et L5711-1 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les statuts du Syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège (SMDEA) ;

Vu la délibération n°2020/050 en date du 22 juillet 2020 portant désignation des représentants de L'agglo Foix-Varilhes au SMDEA ;

Considérant la démission de Marie-Christine Marcerou en tant que conseillère municipale de la commune de Montgailhard, en date du 7 novembre 2023 ;

Considérant la démission de Julie Van Molle (commune de Varilhes) en tant que déléguée du SMDEA en date du 18 janvier 2024 ;

Considérant la nécessité de désigner deux délégué(e)s titulaires pour siéger au conseil syndical du SMDEA ;

Il est rappelé que le SMDEA est un syndicat mixte ouvert, n'étant pas constitué exclusivement de communes et d'intercommunalités.

Conformément à l'article L.5721-2 du CGCT susvisé, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotées d'une fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Il est par ailleurs rappelé que la loi n'impose pas pour les syndicats mixtes ouverts une désignation au scrutin secret.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation de deux représentant(e)s titulaires au SMDEA ;

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin :

- Conseillers présents ou représentés : 56
- Suffrages exprimés : 56
- Suffrages obtenus par les candidats : 56

Article unique : SONT DÉSIGNÉS en qualité de délégués titulaires représentant L'agglo Foix-Varilhes au syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège :

- Michel Caux
- Pierre Roumieu

Fait et délibéré, le 6 mars 2024

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,
Thomas Fromentin



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglomération Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 6 mars 2024 à 18h30

2024/019 Assemblées / Modification de la composition des commissions thématiques "environnement", "culture" et "agriculture - ruralité"

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	9	56	56	0	0

Par suite d'une convocation en date du 29 février 2024 les membres composant le conseil de L'agglomération Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

PRESENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales
Jérôme Azéma (Foix) procuration à Anne-Sophie Tribout
Marine Bordes (Foix) procuration à Thomas Fromentin
Lawrence Bories (Foix) procuration à Morgane Pommiès
Elisabeth Clain (Foix) procuration à Florence Rouch
Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Francis Authié
Aurélié Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux
Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague
Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Michel Peruga (Artix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

2024/019

Assemblées / Modification de la composition des commissions thématiques "environnement", "culture" et "agriculture - ruralité"

Rapporteur : Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2121-22, L. 5211-1 et L5211-40-1 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération n° 2021/069 du 29 juillet 2020 créant 12 commissions thématiques intercommunales ;

Vu la délibération du 10 novembre 2021 modifiant le règlement intérieur des instances institutionnelles adopté par délibération n°2020/123 du 16 décembre 2020 ;

Vu la délibération n°2021/128 du 10 novembre 2021 relative au renouvellement des membres des commissions thématiques intercommunales et à la création d'une 13^{ème} commission thématique intercommunale suite au transfert de la compétence « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale », à savoir la commission « aménagement et urbanisme » ;

Considérant que la capacité maximale des commissions a été fixée à 35 ;

Considérant la démission de Juan Jurado (Le Bosc) de la commission environnement ;

Considérant la candidature de Juan Jurado (Le Bosc) souhaitant intégrer les commissions « culture » et « agriculture - ruralité » ;

Considérant la candidature d'Elisa Barbone (Montgailhard) souhaitant intégrer la commission « agriculture - ruralité » ;

Considérant la candidature de Jacques Morell (Dalou) souhaitant intégrer la commission « culture »

Considérant que le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations (article L2121-21 du CGCT) ;

Il est proposé de procéder à l'élection :

- De membres de la commission « culture »

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin ;

- Conseillers présents ou représentés : 56
- Suffrages exprimés : 56
- Suffrages obtenus par le candidat : 56

- De membres de la commission « agriculture - ruralité »

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin ;

- Conseillers présents ou représentés : 56
- Suffrages exprimés : 56
- Suffrages obtenus par le candidat : 56

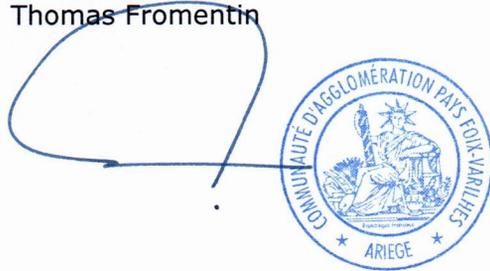
SONT DÉSIGNÉS membres :

- De la commission culture :
 - Juan Jurado (Le Bosc)
 - Jacques Morell (Dalou)
- De la commission agriculture-ruralité
 - Juan Jurado (Le Bosc)
 - Elisa Barbone (Montgailhard)

Fait et délibéré, le 6 mars 2024

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme
Le président,
Thomas Fromentin



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 6 mars 2024 à 18h30

2024/020 Assemblée / Modification des statuts du syndicat mixte du bassin versant de l'Arize

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	9	56	56	0	0

Par suite d'une convocation en date du 29 février 2024 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

PRESENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Cousa), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales
 Jérôme Azéma (Foix) procuration à Anne-Sophie Tribout
 Marine Bordes (Foix) procuration à Thomas Fromentin
 Lawrence Bories (Foix) procuration à Morgane Pommiès
 Elisabeth Clain (Foix) procuration à Florence Rouch
 Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Francis Authié
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Michel Peruga (Artix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

2024/020

Assemblée / Modification des statuts du syndicat mixte du bassin versant de l'Arize

Rapporteur : Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-17 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil syndical du syndicat mixte du bassin versant de l'Arize du en date du 8 décembre 2023 portant approbation des modifications statutaires du syndicat avec la prise en compte de l'item n°5 de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (Gémapi), à savoir : défense contre les inondations et contre la mer et également la réécriture de l'article 7 où il est plus juste d'écrire que les représentants sont élus plutôt que désignés par les collectivités membres ;

Vu le projet de modification des statuts du syndicat mixte du bassin versant de l'Arize ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

Article 1 : **APPROUVE** la modification des statuts du syndicat mixte du bassin versant de l'Arize portant approbation des modifications statutaires du syndicat avec :

- la prise en compte de l'item n°5 de la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gémapi) : défense contre les inondations et contre la mer
- la réécriture de l'article 7 où il est plus juste d'écrire que les représentants sont élus plutôt que désignés par les collectivités membres.

Article 2 : **AUTORISE** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document nécessaires à l'application de la présente délibération, et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 6 mars 2024

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,
Thomas Fromentin



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Statuts du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arize (SMBVA)

Préambule

Le SMBVA a été créé en 2015. Il est issu de la fusion du Syndicat Intercommunal Aménagement Hydraulique de l'Arize (SIAHA) pour la Haute-Garonne et du Syndicat Mixte de Gestion de la Rivière Arize (SMIGRA) pour l'Ariège. Ces deux syndicats, créés à la fin des années 1990, avaient pour principales compétences la restauration et l'entretien des cours d'eau (gestion de la ripisylve), le maintien du libre écoulement (enlèvement d'embâcles), la gestion des atterrissements, la réalisation des études pour la définition des interventions du syndicat et le conseil, la communication, la sensibilisation et l'animation auprès des usagers, riverains et élus.

Article 1 – Composition du syndicat

En application des articles L 5711.1 du code général des collectivités territoriales, est créé un syndicat mixte fermé qui regroupe sur le bassin versant de l'Arize les collectivités suivantes :

Dans le département de l'Ariège :

- Communauté de Communes Couserans-Pyrénées pour les communes de : Aigues-Juntas, Allières, Alzen, La Bastide de Sérou, Clermont, Cadarcet, Castelnaudurban, Durban sur Arize, Esplas de Sérou, Larbont, Lescure, Montagagne, Montels, Montseron, Nescus, Rimont, Sentenac de Sérou, Suzan.
- Communauté de Communes Arize-Lèze pour les communes de : La Bastide de Besplas, Les Bordes sur Arize, Camarade, Campagne sur Arize, Le Carla-Bayle, Castéras, Castex, Daumazan sur Arize, Fornex, Gabre, Loubaut, Le Mas d'Azil, Méras, Montfa, Pailhès, Sabarat, Thouars sur Arize.
- Communauté d'Agglomération Foix - Varilhes pour la commune de Saint-Martin de Caralp.

Dans le département de la Haute-Garonne :

- Communauté de Communes du Volvestre :
 - en représentation-substitution pour les communes de : Carbonne, Montesquieu-Volvestre, Rieux-Volvestre
 - pour les communes : Bax, Gensac sur Garonne, Goutevernisse, Gouzens, Lahitère, Lapeyrère, Latour, Latrape, Mailholas, Montbrun-Bocage, Saint Christaud.
- Communauté de Communes Cœur de Garonne pour la commune de Montberaud

Le syndicat porte le nom de **Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arize (SMBVA)**

Article 2 – Périmètre d'intervention

Le périmètre d'intervention est détaillé en annexe 1 des présents statuts.

Article 3 : Siège social

Le siège du syndicat mixte est fixé au MAS D'AZIL (09290) à la Mairie.

Article 4 : Durée

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Article 5 – Objet

Le syndicat a pour objet de concourir à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, la préservation et la gestion des milieux aquatiques et la défense contre les inondations.

Le syndicat intervient dans la limite de ses compétences qui lui ont été transférées par ses membres et dans le strict respect des droits et obligations, reconnus par la loi :

- aux propriétaires riverains notamment pour l'entretien des cours d'eau non domaniaux (C. Env. Art. - L215-14 et L. 215-16) ou à leur association syndicale,
- au Maire (CGCT, art. L. 2212-2 5°, L. 2212-4 relatif à son pouvoir de police),
- au Préfet du département (C. Env. art. L. 215-7 ; art. L. 214-1 et suivants),
- à l'Agence de l'eau (C. Env. art. L. 211-7-1, art. L.213-8-1).

► Le syndicat exerce pour ses membres, dans le cadre d'un transfert de compétence, les missions relevant des items 1°, 2°, 5°, 8° de l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- 1° - l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- 2° - l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou d'un plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- 5° - la défense contre les inondations et contre la mer
- 8° - la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Article 6 – Habilitations statutaires

Le SMBVA peut réaliser des prestations de services pour ses propres membres dans le prolongement de ses compétences statutaires.

Le syndicat peut conventionner avec toute autre collectivité territoriale, établissement public dans le prolongement de ses compétences statutaires, dans les conditions de l'article L. 5211-56 du CGCT. La convention ainsi établie doit obligatoirement préciser sa durée (limitée), ses modalités d'applications pratiques et financières.

Dans les deux cas, elles seront ponctuelles ou d'importance limitée.

Article 7 – Conseil syndical

Le syndicat mixte est administré par un conseil syndical composé de représentants élus par les collectivités membres.

La représentation des collectivités adhérentes se fait selon la même clé de répartition que celle choisie pour les finances du syndicat (voir article 11 ci-dessous). Le calcul s'effectue sur la base de l'effectif théorique de **22 délégués** pour l'assemblée.

- Communauté de Communes Couserans-Pyrénées : 6 délégués
- Communauté de Communes Arize-Lèze : 7 délégués

- Communauté d'agglomération Foix-Varilhes : 1 délégué
- Communauté de Communes du Volvestre : 7 délégués
- Communauté de Communes Cœur de Garonne : 1 délégué

Total : 22 délégués et 22 voix

Le conseil syndical se réunit au moins une fois par an. Le quorum est fixé à la majorité des membres en exercice présents.

Article 8 – Président et vice-présidents du syndicat

Le conseil syndical élit parmi ses membres le président du syndicat qui notamment :

- est chargé de l'administration générale du syndicat,
- peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance, l'exercice d'une partie de ses fonctions,
- ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes du syndicat,
- exécute les décisions du conseil syndical,
- représente le syndicat en justice.

Le conseil syndical fixe le nombre de vice-présidents.

Article 9 – Bureau du syndicat

Le bureau du syndicat se compose du président, et d'un ou plusieurs vice-présidents dont le nombre sera fixé par délibération du comité syndical et, éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres dont le nombre sera fixé par délibération du comité syndical.

Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du comité syndical à l'exception des points visés à l'article L 5211-10 du C.G.C.T.

Article 10 – Comités consultatifs

En application des dispositions de l'article L.5211-49-1 du CGCT, le conseil syndical a la possibilité de mettre en place des comités consultatifs.

Article 11 – Budget

a) Dépenses

Le budget du syndicat pourvoit aux dépenses de fonctionnement et d'investissement pour lequel le syndicat est constitué.

b) Ressources

Les ressources du syndicat mixte comprennent :

- Les participations des adhérents
- Le revenu des biens meubles ou immeubles qui constituent son patrimoine
- Les sommes qu'il perçoit des administrations publiques d'Etat ou territoriales, des associations ou particuliers en contrepartie des prestations de service
- Les subventions de l'Etat, des collectivités locales ou de la communauté européenne et toute aide publique
- Le produit des dons et legs
- Le produit des taxes, redevances et contributions instaurées en échange de services rendus au profit de tiers
- Les offres de concours

- Le produit des emprunts
- Le fonds de compensation de la T.V.A.

c) Clé de répartition des charges de fonctionnement et d'investissement.

Chacune des collectivités adhérentes participe aux charges de fonctionnement et d'investissement selon la clé de répartition suivante :

- 10 % en fonction de sa population totale (source INSEE) incluse dans le périmètre d'intervention du syndicat
- 10 % en fonction du potentiel financier
- 55 % en fonction du linéaire de berges
- 25 % en fonction de la superficie du bassin versant

Le potentiel financier considéré est égal à la somme des potentiels financiers des communes pour chaque membre intercommunal.

Cette clé de répartition se traduit comme suit pour les membres du syndicat :

- Communauté de Communes Couserans-Pyrénées : 27.6%
- Communauté de Communes Arize-Lèze : 36.4%
- Communauté d'agglomération Foix-Varilhes : 0.4%
- Communauté de Communes du Volvestre : 34.7%
- Communauté de Communes Cœur de Garonne : 0.9%

Article 12 – Modification des statuts

La modification des statuts sera opérée conformément aux dispositions des articles L. 5211-17 du CGCT (extension/retrait de compétences), L. 5211-18 du CGCT (extension de périmètre), L. 5211-19 du CGCT (retrait d'un membre) et L. 5211-20 (autres modifications statutaires) du CGCT.

Article 13 – Dissolution du syndicat

La dissolution du syndicat sera opérée conformément aux dispositions du CGCT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 6 mars 2024 à 18h30

2024/021 Finances / Débat d'orientation budgétaire 2024

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	50	8	58	58	0	0

Par suite d'une convocation en date du 29 février 2024 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

PRESENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Cousa), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Marine Bordes (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales
 Jérôme Azéma (Foix) procuration à Anne-Sophie Tribout
 Lawrence Bories (Foix) procuration à Morgane Pommiès
 Elisabeth Clain (Foix) procuration à Florence Rouch
 Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Francis Authié
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

2024/021

Finances / Débat d'orientation budgétaire 2024

Rapporteur : Thomas Fromentin

Vu l'article 11 de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite « NOTRe » repris à l'article L.2312-1 du CGCT ;

Vu la circulaire n° NOR/INT/B/93/00052/C du 24 février 1993 précisant que la teneur du débat d'orientation budgétaire est retracée dans une délibération distincte de l'assemblée et ce même si le débat d'orientation budgétaire constitue une mesure non décisive ne donnant pas lieu à un vote ;

Vu l'article L.1612-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), relatif aux délais d'adoption du budget primitif ;

Vu les articles L.2312-1 du CGCT relatif à l'organisation du débat d'orientation budgétaire, et L.5217-10-4 applicable aux collectivités ayant opté pour la nomenclature comptable M57 ;

Considérant que l'organisation du débat d'orientation budgétaire doit intervenir dans un délai de 10 semaines précédant l'adoption du budget primitif ;

Considérant que le budget primitif doit être adopté avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte et le 30 avril les années de renouvellement de l'organe délibérant ;

Le rapporteur présente au conseil communautaire les grandes orientations du budget primitif pour 2024 sur la base du rapport d'orientation budgétaire joint en annexe.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

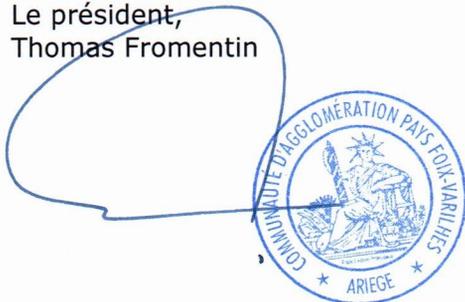
Article unique : PREND ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire du budget primitif pour 2024 sur la base du rapport d'orientation annexé.

Fait et délibéré, le 6 mars 2024

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,
Thomas Fromentin



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Rapport d'orientation budgétaire **2024**

Table des matières

Préambule	4
1. Contexte général d'élaboration du budget primitif pour 2023	5
1.1. Contexte macroéconomique	5
1.1.1. Une croissance mondiale modérée en 2023	5
1.1.2. La croissance en France est plus résiliente qu'attendu	5
1.1.3. Le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre	6
1.1.4. Les perspectives d'emploi restent favorables	6
1.1.5. Le rétablissement des finances publiques sera lent	7
1.2. Le contexte financier des collectivités locales	8
1.2.1. L'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités	8
1.2.2. Les transferts financiers de l'État aux collectivités	8
1.2.3. La fiscalité	10
1.2.4. Les mesures en faveur de la transition écologique	11
2. Bilan 2023	13
2.1. Comptes administratifs pour 2023	13
2.1.1. Budget principal	13
2.1.2. Budget annexe mobilité	15
2.1.3. Budget annexe ateliers relais	15
2.1.4. Budget annexe zones d'activités économiques	15
2.1.5. Présentation consolidée	16
2.1.6. CIAS L'agglomération Foix-Varilhes	17
2.2. Gestion de la dette	19
2.2.1. Dette du budget principal	19
2.2.2. Dette du budget annexe atelier relais	20
2.2.3. Dette du budget annexe zones d'activités économiques	21
2.3. Gestion du personnel	21
2.3.1. Répartition des effectifs	21
2.3.2. Rémunérations (traitement indiciaire et régime indemnitaire)	22
2.3.3. Composantes de la rémunération	23
2.3.4. Etat des lieux de la parité	26
2.4. Investissements	27
2.4.1. Budget principal	27
2.4.2. Budget annexe – Zones d'activités économiques	27

2.4.3.	Budget annexe – Mobilité	27
2.4.4.	Budget annexe – Atelier relais.....	27
2.4.5.	CIAS L’agglo Foix-Varilhes	28
3.	Prévisions 2024.....	29
3.1.	Budget principal.....	29
3.1.1.	Section de fonctionnement	29
3.1.2.	Section d’investissement	38
3.2.	Budget annexe zones d’activités économiques	41

Préambule

Plusieurs formalités substantielles doivent précéder le vote des budgets primitifs des collectivités locales et de leurs établissements publics. Ainsi, l'article L.2321 du code général des collectivités territoriales prévoit notamment que dans les communes (et les établissements publics de coopération intercommunale) de plus de 3 500 habitants, l'exécutif présente à son conseil, dans un délai de deux mois précédant l'examen du vote du budget primitif, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels ainsi que la structure de la gestion de la dette. Ce délai a été réduit à 10 semaines dans le cadre de l'option pour la nomenclature comptable M57, à compter du 1^{er} janvier 2024.

Par ailleurs, l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) est venu compléter et renforcer cette obligation en précisant les modalités de forme (délibération spécifique), de transmission mais également le contenu du rapport d'orientation budgétaire :

- Evolutions prévisionnelles des dépenses et recettes des deux sections, en précisant les hypothèses retenues pour construire le projet de budget.
- Engagements pluriannuels notamment en matière de programmation des investissements.
- Structure et gestion de l'encours de la dette.
- Informations relatives aux éléments de rémunération du personnel (traitements indiciaires, régimes indemnitaires, NBI, heures supplémentaires rémunérées et avantages en nature).
- Durée effective du travail.
- Evolution prévisionnelle des effectifs.

Enfin, le II de l'article 13 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 apporte également certains compléments à ce débat en imposant que des précisions soient apportées concernant les évolutions :

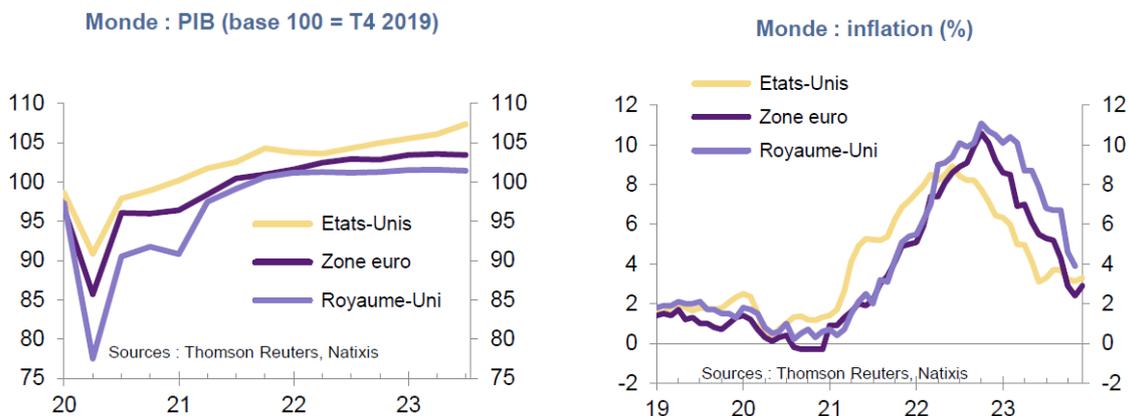
- Des dépenses réelles de fonctionnement (en valeur).
- Des besoins de financement.

1. Contexte général d'élaboration du budget primitif pour 2023

1.1. Contexte macroéconomique

1.1.1. Une croissance mondiale modérée en 2023

Au niveau mondial, l'année 2023 a été marquée par des niveaux d'inflation encore élevés, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur resserrement monétaire. Les taux terminaux semblent toutefois avoir été atteints. En effet, couplés au net ralentissement de l'inflation engagé depuis le quatrième trimestre 2022, les discours des banquiers centraux ont donné des signaux forts de pause ou de fin de cycle de resserrement monétaire pour une période prolongée. Même si la baisse de taux a été amorcée dans certains pays émergents, un tel scénario n'est pas encore envisagé dans les économies développées avant 2024. L'impact des cycles de resserrement monétaire a continué de peser sur les indicateurs économiques, confirmant le ralentissement de la croissance au niveau mondial. En zone euro, le PIB est entré en zone de contraction au troisième trimestre à -0,1%, après +0,3% au deuxième trimestre et +0,1% au premier trimestre.



Après 10 hausses successives, la BCE a marqué une pause dans son cycle de resserrement monétaire en octobre. L'inflation (IPCH) en zone euro poursuit sa baisse, après un pic de 10,6% atteint en octobre 2022 ; ainsi, le cycle de désinflation amorcé depuis le début de l'année 2023 devrait se poursuivre pour atteindre 5,5% sur l'ensemble de l'année (2,9% en décembre dernier).

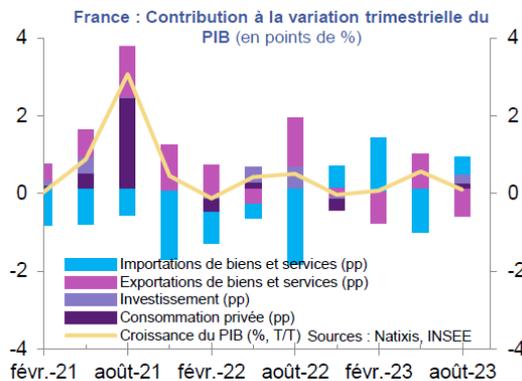
Cette évolution confirme les perspectives d'une fin de cycle de resserrement monétaire. En ce sens, la Banque Centrale Européenne devrait en fin de premier semestre 2024 relâcher les contraintes sur les investissements ; couplées à un regain de dynamisme de la consommation des ménages grâce au ralentissement de l'inflation et à la baisse du taux d'épargne des ménages (resté élevé et supérieur à son niveau pré-pandémique), ces évolutions constituent le moteur potentiel d'une reprise de la consommation dans les prochains mois.

1.1.2. La croissance en France est plus résiliente qu'attendu

Après un fort ralentissement de l'activité économique en 2022 (+2,6 % après +6,8 % en 2021), la croissance économique s'est montrée plus forte qu'attendu au premier semestre de 2023, sur fond de dynamisme du commerce extérieur. En revanche, la croissance a été légèrement négative au troisième trimestre 2023. Cette faible performance cache des évolutions favorables de la demande intérieure, avec en premier lieu le rebond de la consommation des ménages, qui repart à la hausse après huit trimestres consécutifs de baisse.

L'autre bonne nouvelle concerne la bonne tenue des dépenses d'investissement des entreprises, en hausse. L'investissement des ménages a quant à lui poursuivi son repli. Ainsi, la demande intérieure contribue légèrement à la croissance du PIB.

A l'inverse, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance du fait du repli des exportations et d'une moindre baisse des importations. Ces résultats confortent le scénario d'une croissance légèrement sous 1% en moyenne cette année.



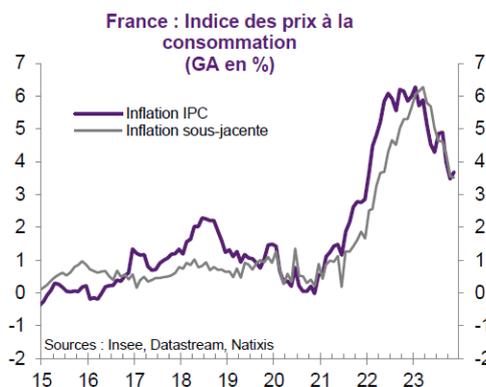
1.1.3. Le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre

En 2022, l'impact de la forte accélération des prix de l'énergie sur les consommateurs a été limité par la mise en place d'un bouclier énergétique. L'inflation globale annuelle s'était ainsi établie à +5,9%, parmi les plus faibles observées dans l'Union Européenne. En 2023, la levée de la remise carburants et la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité dès le 1^{er} janvier ont entraîné un regain de pressions inflationnistes avec un pic de l'IPCH global atteint à +7,3% sur un an en février 2023.

Depuis, et à l'instar des autres économies développées, le processus de désinflation est engagé en France. Après le pic de février, l'inflation IPCH s'est installée sur une tendance baissière clôturant l'année à 4,1%.

Ce reflux est lié à une modération de l'inflation des principales composantes des prix. L'inflation alimentaire a ainsi reculé (+7,1% en décembre contre +15,9% en mars). Pour les prix de l'énergie, la tendance a été plus irrégulière en lien avec la hausse des cours du pétrole et l'augmentation des tarifs réglementés de l'électricité.

Le contexte de tensions au Moyen-Orient et d'incertitudes, pourrait constituer un risque haussier sur le scénario d'inflation, notamment énergétique, à très court terme.



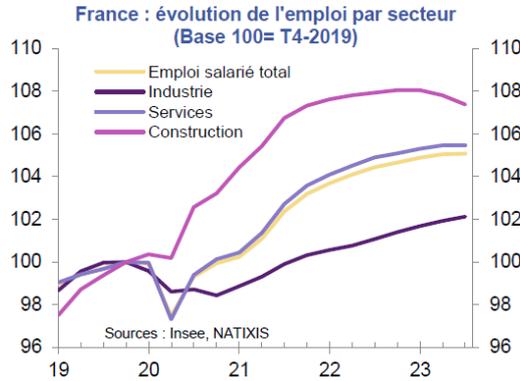
1.1.4. Les perspectives d'emploi restent favorables

La hausse de l'emploi a été plus modérée en 2022 avec la création d'environ 443 000 emplois (+1,5% après +3,9% en 2021) portée par l'emploi salarié privé qui a connu des ralentissements dans toutes ses sous-composantes, plus marqués dans les secteurs des services aux entreprises, de l'hébergement-restauration et des services aux ménages. En 2023, l'évolution du marché du travail reste favorable malgré un ralentissement lié à la baisse de régime de l'activité économique et de l'essoufflement du dispositif de l'apprentissage. L'emploi se situe 0,8% au-dessus de son niveau d'un an auparavant (soit +207 000 emplois) et dépasse de 4,8% son niveau d'avant la crise sanitaire, fin 2019, soit plus de 1,2 million d'emplois supplémentaires, dont un tiers en contrats d'alternance.

Au cours des trois premiers trimestres de 2023, le taux de chômage a augmenté passant de 7,1% au T1 (son niveau le plus bas depuis T2 1982), à 7,2% au T2 et 7,4% au T3.



A horizon 2024, le ralentissement de la croissance économique ainsi que la baisse des soutiens à l'emploi dans les entreprises devraient également contribuer à un ralentissement de l'emploi.



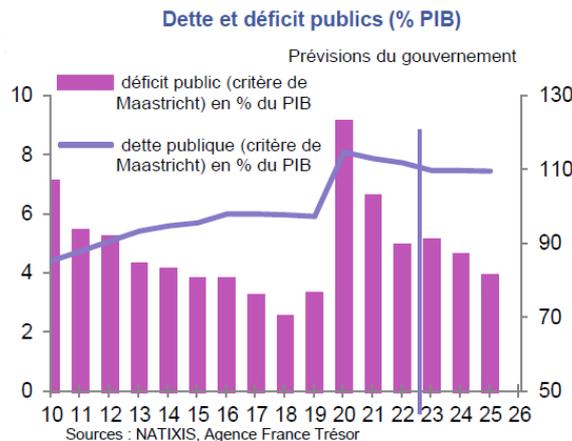
1.1.5. Le rétablissement des finances publiques sera lent

En 2022, le déficit public s'est maintenu à un niveau élevé (-4,7% du PIB contre -3,1% en 2019) en raison des mesures de lutte contre l'inflation.

D'après la Loi de Finances 2024 (LFI 2024), le déficit et la dette publics se rétabliront graduellement. La fin des mesures liées aux crises sanitaire et énergétique devrait contribuer à la réduction du déficit public à -4,9% en 2023 et -4,4% du PIB en 2024. En 2023, cela se traduira par une baisse de 7,1 milliards d'euros des dépenses publiques par rapport à 2022, tandis que la fin du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité contribuera à une baisse des dépenses publiques de 14,8 milliards d'euros en 2024. La hausse des salaires des fonctionnaires et le financement de la transition énergétique contribuent toutefois au maintien d'un déficit élevé (-2,7% à horizon 2027).

Après avoir atteint un record sans précédent à 114,6% en 2020, le ratio dette/PIB a baissé à 111,8% en 2022. Le gouvernement prévoit une réduction du ratio à partir de 2025 à un rythme très modéré pour atteindre 108,1% en 2027, bien en deçà des attentes de la Commission européenne et plus lente que celle des autres grands pays de la zone euro.

La trajectoire des finances publiques décrite par le gouvernement repose sur des hypothèses optimistes et reste soumise à des facteurs sous-jacents haussiers. De nouvelles coupes budgétaires structurelles sont à prévoir pour une réduction significative du déficit public à long terme et pour le rétablissement du ratio dette/PIB sur une trajectoire soutenable, d'autant plus que la charge de la dette restera élevée sous le double effet de la hausse des taux d'intérêt et de l'augmentation de son encours.



1.2. Le contexte financier des collectivités locales

La contrainte de l'article 49 alinéa 3 de la constitution a permis au Gouvernement de faire passer le projet de loi de finances pour 2024 devant le Parlement. Deux jours avant sa parution au Journal officiel, le Conseil constitutionnel a validé le texte à quelques mesures près.

Projetée depuis 2022, la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2023 à 2027 a été publiée le 19 décembre 2023. Son objectif est de calibrer le retour de la France dans les clous européens de déficit et d'endettement.

De nombreuses mesures contenues dans ces deux lois viennent impacter le secteur public local, tant au regard de la conjoncture économique qu'en matière de transferts financiers de l'État et de fiscalité.

1.2.1. L'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités

L'État a beau être à l'origine de l'essentiel du déficit public actuel (-5,3 % pour l'État contre -0,2 % pour les collectivités et +0,6 % pour la sécurité sociale), il s'estime incapable de ramener seul le ratio consolidé français sous les 3 %. Dans la loi de programmation des finances publiques, il s'assure donc de la contribution des collectivités à l'effort de réduction du déficit public en prévoyant une trajectoire nationale d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement. Elle correspond à l'inflation diminuée de 0,5 point ; toutefois, les dispositifs de sanction imaginés à l'automne 2022 ont été abandonnés.

La LPFP prolonge un objectif de transparence en demandant aux collectivités d'inscrire leur objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, aussi bien sur le budget principal que les budgets annexes, à l'occasion du débat d'orientations budgétaires.

1.2.2. Les transferts financiers de l'État aux collectivités

Les transferts financiers de l'État aux collectivités regroupent trois composantes principales :

- Les concours financiers de l'État : ceux-ci comprennent essentiellement la mission prélèvements sur recettes (dont la DGF, le FCTVA et des compensations de suppressions d'impôts locaux) et la mission relations avec les collectivités territoriales (avec plusieurs dotations dont la DGD, la DETR et la DSIL).
- Des subventions d'équipement spécifiques, dont le Fonds vert, et des dégrèvements de fiscalité.
- La fiscalité transférée de l'État au fil des lois de décentralisation ou de suppressions d'impôts locaux, ainsi que la TVA transférée entre 2021 et 2023.

L'enveloppe normée

Depuis près de trente ans, l'État fixe *ab initio* le niveau de ses concours financiers aux collectivités et, en conséquence, compense la hausse de certains concours par la diminution d'autres, traditionnellement des compensations d'exonérations d'impôts locaux.

La loi de programmation pour 2023-2027 détermine le plafond annuel des concours répondant à la première composante (hors concours exceptionnels, FCTVA et TVA/DGF des régions) : +440 M€ en 2024 (+1,1 %), puis +250 M€ en moyenne les années suivantes (+0,6 %).

En 2024, les concours d'État afficheront une évolution supérieure, à périmètre constant, au plafond de la loi de programmation, notamment :

- Hausse de 320 M€ de la DGF du bloc communal
- Hausse mécanique des compensations d'exonérations fiscales (+230 M€)

Ces évolutions seront très majoritairement prises en charge par l'État, la ponction sur les variables d'ajustement ayant finalement été réduite à 47 M€. Ainsi, le bloc communal contribuera à hauteur de 27 M€ prélevés sur la DC RTP (-15 M€, au prorata des recettes réelles de fonctionnement, soit -0,05 % pour les intercommunalités) et sur la compensation versée au FDPTP (-12 M€, répartis selon le même prorata, mais au niveau départemental).

La DGF du bloc communal est abondée à hauteur de 320 M€, calibrés

- La hausse de la DSU et de la DSR (+150 M€ pour chacune suite aux arbitrages du comité des finances locales).
- Le reste pour financer la croissance de la dotation d'intercommunalité (la revalorisation annuelle passe de 30 M€ à 90 M€ à compter de 2024).

Le besoin de financement de la dotation forfaitaire (hausse de population) et des péréquations communales (DSU, DSR), ainsi que de la dotation d'intercommunalité est assuré par un écrêtement de la dotation forfaitaire des communes, mais aussi et surtout par un prélèvement sur la dotation de compensation de la part salaire (dotation de compensation des intercommunalités, ainsi amputée de 70 M€).

Les dotations de soutien à l'investissement local

Les dotations d'investissement allouées aux communes et aux intercommunalités se stabilisent à 1,8 Md€ pour 2024, dont :

- Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1,046 Md€.
- Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 m€.

De plus, afin d'augmenter les investissements en faveur de la transition écologique, l'État renforce le verdissement de ces dotations. Engagé lors de la LFI pour 2023, l'objectif de financement de projets concourant à la transition écologique est accru à 30 % pour la DSIL (contre 25 % auparavant) et introduit à hauteur de 20 % pour la DETR.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2024 renforce son soutien aux collectivités avec la pérennisation du Fonds vert augmenté de 2 à 2,5 Md€ ; toutefois, les annulations de crédits décidées par le Gouvernement en février 2024 (soit quelques semaines à peine après le vote de la loi de finances au Parlement) vient contredire cette évolution attendue des collectivités.

L'élargissement de l'assiette du FCTVA

Le montant du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) atteint 7,1 M€ pour 2024, soit une hausse de 6 %. En effet, le FCTVA bien qu'inclus dans les prélèvements sur recettes de l'État, ne subit pas le plafonnement de l'enveloppe normée.

Cette évolution est due à l'augmentation tendancielle du fonds (+364 M€), mais également à l'élargissement de l'assiette (+250 M€), les dépenses d'aménagement des terrains redevenant éligibles au FCTVA (dépenses exclues des dépenses éligibles depuis le 1^{er} janvier 2021). Pour l'État, cette disposition doit permettre de soutenir notamment les opérations d'aménagement d'espaces verts et naturels, ainsi que les terrains sportifs, dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

L'ajustement des indicateurs financiers des collectivités

La LFI revoit les modalités de calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition des dotations suite à la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) à compter de 2023 pour les collectivités.

En effet, la loi de finances pour 2023 a supprimé la CVAE, et compense les collectivités par une fraction de TVA. Cette dernière sera alors prise en compte, en lieu et place de la CVAE, dans le calcul du potentiel fiscal et du coefficient d'intégration fiscale (CIF) des intercommunalités.

Le réforme des indicateurs financiers est d'application progressive, via une fraction de correction ; celle-ci passe en conséquence de 90 % en 2023 à 80 % pour 2024, renforçant d'autant l'effet de ces indicateurs révisés.

1.2.3. La fiscalité

Majoration forfaitaire annuelle

Le taux de variation des valeurs locatives des locaux au titre de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et de la cotisation foncière des entreprises (hors locaux professionnels), retenu en loi de finances, est de + 3,9 %. Basé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) constaté en novembre 2023 sur 12 mois glissants, le coefficient vient acter dans l'évolution des bases fiscales le niveau élevé d'inflation courant 2023. Notons que la définition européenne de cet IPCH, par rapport au ratio français, accorde davantage de poids à l'énergie, ce qui le rend généralement plus dynamique.

Demeurent en dehors de ce dispositif de majoration les locaux professionnels révisés (évolution selon les loyers moyens pratiqués sur le département), mais également un certain nombre d'autres impositions locales (impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux, taxe sur les surfaces commerciales, base minimum de CFE...), évoluant selon l'indice des prix à la consommation prévisionnel (2,6 %).

Evolution de la fraction de TVA dévolue aux intercommunalités

En matière de TVA, venue en remplacement de la taxe d'habitation pour les intercommunalités à compter de 2021, et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises en 2023, le projet de loi de finances table sur une hausse de 4,5 % de son montant pour 2024, bien au-delà des prévisions raisonnables de croissance et d'inflation. La prudence commande de bâtir le budget primitif sur une perspective plus raisonnable de 3 à 3,5 %.

Report de l'actualisation des valeurs locatives des locaux professionnels

Engagement de l'État lors de la réforme de la taxe professionnelle, une révision générale des valeurs locatives des locaux professionnels a été menée à compter de 2013, pour une application à compter des impositions de 2017. Basé sur les loyers réels déclarés par les contribuables, le processus nécessite une mise à jour régulière afin de conserver le lien avec les valeurs de marché ; une actualisation des tarifs est donc programmée suite à chaque renouvellement des mandats locaux.

Toutefois, devant l'ampleur des bouleversements constatés lors des travaux d'actualisation menés en 2022 et prévus à intégrer les bases fiscales 2023, un délai de deux ans supplémentaires a été décidé en loi de finances 2023, destiné à affiner les effets sur les contribuables et les collectivités, et ajuster éventuellement le dispositif. En conséquence, la loi de finances pour 2024 repousse d'un an en 2026 la révision des valeurs locatives des locaux professionnels.

En attendant, la règle de revalorisation de droit commun s'applique, c'est-à-dire la moyenne de l'évolution annuelle des loyers des 3 dernières années.

France ruralités revitalisation

Les zonages correspondent à des fractions de territoires déterminés selon des critères économiques, géographiques ou sociaux, dans lesquels des avantages fiscaux et sociaux sont accordés aux entreprises afin d'en favoriser le développement. Après plusieurs prorogations, trois dispositifs ciblant les territoires ruraux (dont les zones de revitalisation rurale) sont fusionnés à partir du 1^{er} juillet 2024 dans un nouveau zonage France ruralités revitalisation (FRR), comprenant deux échelons :

- FRR « socle », dédié aux communes de moins de 30 000 habitants appartenant à une intercommunalité (hors métropoles et communautés urbaines) dont le revenu médian est inférieur ou égal au 35^{ème} centile des revenus médians, et dont la densité de population est inférieure ou égale à la médiane.
- FRR « + », limité au premier quart des communes FRR membres d'une intercommunalité confrontée depuis au moins dix ans à des difficultés particulières, classées selon un indice synthétique.

Sur le plan de la fiscalité locale, des exonérations pourront être mises en place par les communes et L'agglo en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises.

Le territoire de L'agglo serait entièrement retenu dans le zonage intercommunale). A titre d'illustration, sous l'empire de l'ancienne ZRR :

- Exonération de CFE : l'exonération est applicable de droit, sauf délibération contraire (L'agglo n'a pas pris cette délibération, l'exonération s'applique donc ; pour une base exonérée de 154 679 €, soit un produit théorique de 53 395 €, une compensation fiscale de 356 € a été perçue en 2023).
- Exonération de TFB et TH : les exonérations sont ici applicables sur délibération de la collectivité, aucune exonération n'a été adoptée à ce jour.

Amortisseur électricité et filet de sécurité

Pour aider les collectivités les plus fragiles à faire face à l'inflation dans le domaine énergétique, deux dispositifs ont été prévus dans les précédentes lois de finances, intervenant l'un en amont (amortisseur électricité) et l'autre en aval (filet de sécurité) de la prestation de service.

En amont, l'amortisseur électricité est transparent pour les collectivités bénéficiaires (non éligibles au bouclier tarifaire sur les tarifs réglementés de vente d'électricité), puisque la prise en charge partielle par l'État du surcoût est déduite de la facture adressée par le fournisseur d'énergie. Ce dispositif est prolongé pour 2024, mais fortement restreint dans ses seuils d'éligibilité ; de plus, les nouveaux contrats signés depuis le 30 juin 2023 en sont exclus.

L'agglo ayant rejoint le groupement de commande du SDE 09 bénéficiera des nouvelles conditions tarifaires plus avantageuses, mais perdra donc le bénéfice de cette aide ponctuelle.

En aval, le filet de sécurité n'est pas reconduit pour 2024.

1.2.4. Les mesures en faveur de la transition écologique

Généralisation des budgets verts

La budgétisation verte consiste en une évaluation tout au long du cycle budgétaire de l'impact sur l'environnement des dépenses budgétaires et fiscales. Depuis 2020, un rapport annexé au PLF présente celui du budget de l'État.

Plusieurs collectivités se sont également engagées dans cette démarche, convaincues par le fait que la budgétisation verte favorise la transition écologique sur leur territoire. Cependant, pour pouvoir aller plus loin dans la démarche, les collectivités mettent en avant leur manque d'outils et de méthode.

La LFI généralise la démarche de budgétisation verte pour les collectivités territoriales et groupements de plus de 3 500 habitants appliquant l'instruction M57, afin de valoriser les investissements verts de l'exercice au moment de la présentation du compte administratif ou du compte financier unique. Ainsi, L'agglo devra intégrer une annexe intitulée « Impact du budget pour la transition écologique » dès l'exercice 2024. Celle-ci portera sur les seules dépenses d'investissement, en distinguant les dépenses selon qu'elles contribuent négativement ou positivement à la transition écologique au regard de la nomenclature européenne ; la présentation sera fixée par arrêté ministériel après concertation avec les associations nationales d'élus locaux, courant 2024.

Dette verte

A partir de l'exercice 2024, les documents financiers des collectivités de plus de 3 500 habitants appliquant l'instruction M57 peuvent comporter une annexe facultative nommée « État des engagements financiers concourant à la transition écologique ». Afin de favoriser les investissements visant des objectifs environnementaux de transition écologique, cet état mettra en lumière le montant et la part de cette dette dans l'endettement global.

Police de la publicité extérieure

Dans le cadre de la « loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets » du 22 août 2021, la compétence de la police de la publicité extérieure, partagée entre les communes et le préfet du département, est transférée en totalité aux communes ou

intercommunalités à compter du 1^{er} janvier 2024 (transfert de la compétence aux intercommunalités sauf opposition des communes).

Ce transfert fait l'objet d'une compensation financière par l'État fixée par ce dernier à hauteur de 2,5 M€ au niveau national, via la dotation globale de décentralisation.

Performance énergétique et exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties

Afin d'améliorer la performance énergétique des logements, la loi de finances offre aux collectivités la possibilité d'instituer des exonérations de taxe foncière, comprises entre 50 et 100 % de la part qui leur revient. Sont éligibles :

- Les logements de plus de 10 ans du fait de travaux de rénovation importants ; cette exonération s'applique pendant 3 ans.
- Les logements neufs dont le niveau de performance énergétique est supérieur à celui imposé par la législation ; cette exonération s'applique pendant 5 ans.

2. Bilan 2023

2.1. Comptes administratifs pour 2023

2.1.1. Budget principal

Résultat pour 2023 du budget principal

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	30.638.382,33	5.169.934,24	35.808.316,57	2.803.068,50
- Dépenses de l'exercice	27.747.056,69	6.275.778,95	34.022.835,64	1.407.757,55
= Résultat de l'exercice	2.891.325,64	-1.105.844,71	1.785.480,93	1.395.310,95
+/- résultat reporté	3.236.199,11	-2.358.958,70	877.240,41	0,00
+ affectation du résultat	0,00	1.564.994,97	1.564.994,97	0,00
= Résultat de clôture	6.127.524,75	-1.899.808,44	4.227.716,31	1.395.310,95

Chaîne de l'épargne 2023

	2023
Recettes d'exploitation	27.895.187,16
- Dépenses d'exploitation	25.577.099,98
Solde d'exploitation	2.318.087,18
+ Résultat financier (hors dette)	-1.697,85
+ Résultat exceptionnel	1.746.106,16
= Epargne de gestion	4.062.495,49
- Remboursement des intérêts de la dette	136.414,77
= Epargne brute	3.926.080,72
- remboursement du capital	522.217,81
= Epargne nette	3.403.862,91

Financement des investissements 2023

	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)	Total
Dépenses d'équipement	4.828.904,35	1.407.757,55	6.236.661,90
- Epargne nette (dont plus-value de cession)	3.403.862,91 250,00		3.403.862,91 250,00
- FCTVA	358.083,61	91.345,49	449.429,10
- Subventions	1.437.450,01	534.309,23	1.971.759,24
- Fonds de concours	1.414.988,75	1.277.413,78	2.692.402,53
- Cessions	0,00		0,00
- Emprunt	0,00	900.000,00	900.000,00
= Besoin de financement	-1.785.480,93	-1.395.310,95	-3.180.791,88
Fonds de roulement au 01/01	2.527.635,38		
Fonds de roulement au 31/12	4.313.116,31		

Structure du budget 2023

Envoyé en préfecture le 11/03/2024
 Reçu en préfecture le 11/03/2024
 Publié le 11/03/2024
 ID : 009-200067791-20240306-2024_DC_021-BF



DEPENSES		RECETTES
Dépenses de gestion : 3 526 K€	SECTION DE FONCTIONNEMENT 33 875 K€	Recettes de gestion : 2 470 K€
Dépenses de personnel 8 887 K€		Fiscalité 17 528 K€
Reversements de fiscalité 2 936 K€		Dotations et compensations 7 786 K€
Contributions et subventions 10 303 K€		Excédent de fonctionnement 2022 reporté : 3 236 K€
Intérêts : 138 K€		Recettes except. : 1 933 K€
Autofinancement : 2 461 K€		Reprise en fonctionnement : 922 K€
Report en 2024 : 5 623 K€		
Dépenses d'équipement 4 829 K€	SECTION D'INVESTISSEMENT 8 631 K€	Autofinancement : 2 461 K€
Déficit d'investissement 2022 reporté : 2 359 K€		Dotations et subventions : 3 211 K€
Capital de la dette : 522 K€		Exc.fonct. 2022 reporté : 1 565 K€
Reprise en fonctionnement : 922 K€		

L'année 2023 signe le retour à plus de stabilité, après deux crises successives : crise sanitaire puis crise inflationniste, particulièrement perceptible sur les prix de l'énergie. Néanmoins, ces crises ont laissé des traces durables dans l'économie et le niveau des prix qui, s'ils cessent d'augmenter, n'ont pas réellement baissé pour autant.

Face à cette nouvelle donne durable, L'agglo poursuit les efforts engagés ces dernières années pour maîtriser la hausse de ses charges, et veiller à l'optimisation de ses recettes. Il s'ensuit une évaluation au plus juste de ses besoins et de ses ressources au budget primitif, et une exécution rigoureuse par les services tout au long de l'année écoulée. L'année 2023 s'achève ainsi sur un résultat meilleur qu'escompté, ce qui permet de reconstituer quelque peu des marges de manœuvre financières et aborder sereinement la seconde moitié du mandat.

Fait marquant pour 2023, l'aboutissement du contentieux contre la DGFIP en matière de fiscalité locale : l'État reconnu responsable d'une faute dans l'établissement des bases d'imposition de taxe d'habitation 2018 est condamné à verser à L'agglo plus d'1,7 M€ de contributions fiscales au titre des années 2018 à 2022 (versement par l'État sur ses deniers propres, sans émission de rôles supplémentaires auprès des contribuables locaux). La taxe d'habitation des résidences principales étant remplacée à compter de 2021 par une fraction de TVA nationale, la compensation fiscale sera pérennisée à hauteur de 360 000 € annuels à partir de 2024, avec le versement de la fraction de TVA 2023.

Notons toutefois que ce versement ne constitue en aucun cas une réparation d'une erreur de l'administration fiscale, dont les finances de L'agglo ont pu disposer ces trois ans. Un ultime contentieux reste cependant toujours en cours ; si elle était définitivement acquise, cette somme ne pourrait servir qu'à participer au financement du projet de territoire, que ce soient des opérations d'équipement ou des services complémentaires offerts aux administrés.

Agglo 2026, un projet pour notre territoire poursuit sa course, avec un taux de réalisation décisif : après trois ans, 80% des actions sont engagées ou réalisées, avec 13 M€ investis. De nombreux projets arrivent en phase de réalisation, après les étapes de conception et d'étude. Les dépenses d'investissement se maintiennent de ce fait à un haut niveau, qui sera accentué dans les prochaines années de fin de mandat (2024 à 2026).

2.1.2. Budget annexe mobilité

Ce budget retrace les opérations réalisées par les services de transport urbain (lignes régulières et transport à la demande), confiés par voie de délégation de service public à la société Kéolis Garonne.

A noter pour 2023 l'ajustement du réseau de transport urbain L'agglo-bus, et la stabilisation du montant de versement mobilité perçu auprès des employeurs pour financer les actions de mobilité.

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	1.414.771,45	0,00	1.414.771,45	0,00
- Dépenses de l'exercice	1.387.667,28	0,00	1.387.667,28	0,00
= Résultat de l'exercice	27.104,17	0,00	27.104,17	0,00
+/- résultat reporté	2.066,42	0,00	2.066,42	0,00
+ affectation du résultat	0,00	0,00	0,00	0,00
= Résultat de clôture	29.170,59	0,00	29.170,59	0,00

2.1.3. Budget annexe ateliers relais

Ce budget retrace principalement les opérations de crédit-bail consenties par L'agglo pour faciliter les implantations d'entreprises. Seul demeure en 2023 l'accompagnement de l'entreprise Marion technologies, les loyers perçus venant en couverture du remboursement de l'emprunt souscrit à l'origine (en capital et intérêts), le budget demeurant ainsi rigoureusement équilibré.

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	21.159,96	48.517,84	69.677,80	0,00
- Dépenses de l'exercice	21.159,96	48.517,84	69.677,80	0,00
= Résultat de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00
+/- résultat reporté	767,80	144,99	912,79	0,00
+ affectation du résultat	0,00	0,00	0,00	0,00
= Résultat de clôture	767,80	144,99	912,79	0,00

2.1.4. Budget annexe zones d'activités économiques

Ce budget retrace les opérations d'aménagement et de commercialisation de toutes les zones d'activités économiques de L'agglo. Il a pour vocation de suivre la valeur du stock comptable des terrains des zones. Celle-ci est valorisée à hauteur de 2 784 662,77 € à la clôture 2023.

L'année 2023 voit la fin de l'aménagement de la zone de Joulieu 2, avec plus de 158 000 € d'études et travaux réalisés (achèvement prévu début 2024), et la perception du solde de DETR 2020 (58 000 €). En regard, la commercialisation des terrains viabilisés est en bonne voie, avec plusieurs cessions en cours sur les zones de Joulieu 2 et Escoubétou 2, qui devraient aboutir au premier semestre 2024.

Enfin, L'agglomération s'est portée acquéreur de terrains nus dans la zone de viabiliser et les céder à des entrepreneurs, dans le cadre de sa compétence d'aménagement des zones d'activités intercommunales. L'opération fait l'objet d'une autorisation d'engagement pluriannuelle, pour un montant prévisionnel de 500 000 € pour la période 2023-2026.

La consommation budgétaire est présentée dans le tableau suivant :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	2.861.013,30	2.748.912,08	5.609.925,38	0,00
- Dépenses de l'exercice	2.802.928,30	2.928.832,83	5.731.761,13	0,00
= Résultat de l'exercice	58.085,00	-179.920,75	-121.835,75	0,00
+/- résultat reporté	0,00	-793.664,14	-793.664,14	0,00
+ affectation du résultat	0,00	140.807,00	140.807,00	0,00
= Résultat de clôture	58.085,00	-832.777,89	-774.692,89	0,00

Déduction faite des opérations d'ordre de stock, les réalisations 2023 se présentent ainsi :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	58.085,00	0,00	58.085,00	0,00
- Dépenses de l'exercice	176.557,69	144.170,06	320.727,75	0,00
= Résultat de l'exercice	-118.472,69	-144.170,06	-262.642,75	0,00
+/- résultat reporté	0,00	-793.644,14	-793.644,14	0,00
+ affectation du résultat	0,00	140.807,00	140.807,00	0,00
= Résultat de clôture	-118.472,69	-797.007,20	-915.479,89	0,00

2.1.5. Présentation consolidée

Les budgets annexes ayant vocation à être équilibrés, le résultat consolidé devrait être proche du résultat du budget principal. Toutefois, le budget annexe des zones d'activités économiques ne suit pas cette logique d'équilibre annuel. En effet, pour ce budget dit de « lotissement », l'équilibre n'intervient qu'à l'issue des opérations de commercialisation.

Ainsi, en phase d'aménagement de zones (Pélissou 2, Escoubétou 2...), le résultat consolidé est diminué du stock de terrains aménagés ou à aménager :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	32.132.398,74	5.218.452,08	37.350.850,82	2.803.068,50
- Dépenses de l'exercice	29.332.441,62	6.468.466,85	35.800.908,47	1.407.757,55
= Résultat de l'exercice	2.799.957,12	-1.250.014,77	1.549.942,35	1.395.310,95
+/- résultat reporté	3.239.033,33	-3.152.457,85	86.575,48	0,00
+ affectation du résultat	0,00	1.705.801,97	1.705.801,97	0,00
= Résultat de clôture	6.038.990,45	-2.696.670,65	3.342.319,80	1.395.310,95

Cela impose au budget principal de maintenir un niveau de fonds de roulement d'environ 2 millions d'euros, qui permettra de disposer de la trésorerie nécessaire pour assurer le paiement des salaires et charges (755 000 € / mois) mais également le préfinancement des travaux.

2.1.6. CIAS L'agglo Foix-Varilhes

Créé par délibération du conseil communautaire en date du 5 avril 2023, le Centre intercommunal d'action sociale (CIAS), à compétence unique, a été institué pour assurer la gestion des services intercommunaux dédiés aux personnes âgées.

Cette création répond avant tout à l'obligation légale de regrouper sous la forme juridique d'un établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière les services et missions de L'agglo en matière de politique en direction des personnes âgées, et notamment la gestion de la résidence autonomie Bleu printemps et le Centre local d'information et de coordination (Clic). Ces missions ont donc été transférées de L'agglo au CIAS, à compter du 1^{er} juillet 2023.

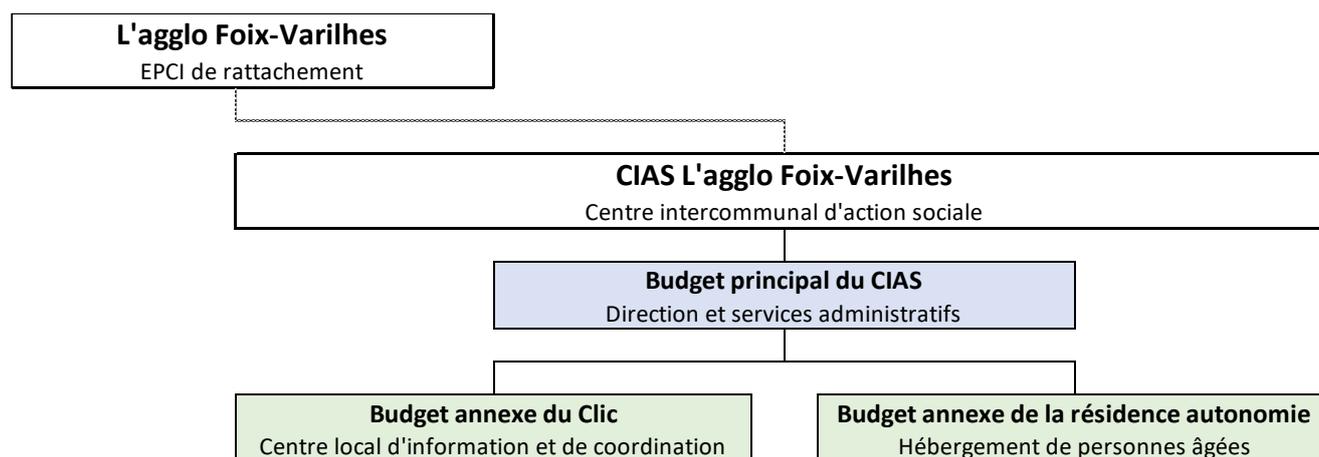
Ce transfert est aussi l'occasion de structurer et renforcer l'action sociale d'intérêt communautaire, et s'inscrit pleinement dans *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'objectif 13 « développer et améliorer les services et actions en faveur de la prise en charge des questions liées au vieillissement ».

L'année 2023 voit ainsi le budget annexe résidence autonomie rattaché à L'agglo être clôturé au 30 juin, et transféré sous la personnalité du CIAS à compter du 1^{er} juillet, pour assurer la continuité des missions de service public auprès des personnes âgées du territoire.

Présentation du compte administratif du budget annexe résidence autonomie rattaché à L'agglo :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	267.079,03	18.980,46	286.059,49	0,00
- Dépenses de l'exercice	268.191,73	8.009,92	276.201,65	0,00
= Résultat de l'exercice	-1.112,70	10.970,54	9.857,84	0,00
+/- résultat reporté	11.104,63	-51.379,70	-40.275,07	0,00
+ affectation du résultat	0,00	42.385,15	42.385,15	0,00
= Résultat de clôture	9.991,93	1.975,99	11.967,92	0,00

Le projet social de territoire, et la place particulière que le CIAS y tient, se traduisent dans une architecture budgétaire spécifique, directement en lien avec les missions assurées.



Ainsi, en tant qu'établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, rattaché auprès de L'agglo Foix-Varilhes, le CIAS voit son budget régi par l'instruction comptable M14 (« instruction budgétaire et comptable applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractères administratif »), et à partir de 2024 par l'instruction M57 qui y fait suite.

En revanche, la résidence autonomie comme le Clic, parce que les établissements sociaux et médico-sociaux, voient chacun leur compte distinct, soumis à l'instruction comptable M22 (« instruction budgétaire et comptable applicable aux établissements publics sociaux et médico-sociaux »). Ainsi, à côté du budget principal du CIAS retraçant les fonctions communes (administration générale, ressources humaines...) prennent place deux budgets annexes dédiés à la résidence autonomie et au Clic.

Cette distinction est essentielle au regard du Conseil départemental de l'Ariège, collectivité responsable de la coordination gérontologique, et à ce titre en charge de l'autorisation et du financement des Clic, et autorité de tarification des résidences autonomie pour les logements habilités à l'aide sociale.

Doté d'un premier budget semestriel par délibérations du 5 juin 2023 pour assurer sa mise en place et achever l'exercice en cours, le CIAS présente des résultats financiers sains et en léger excédent :

Budget principal du CIAS :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	332.256,92	0,00	332.256,92	0,00
- Dépenses de l'exercice	288.303,95	0,00	288.303,95	0,00
= Résultat de l'exercice	43.952,97	0,00	43.952,97	0,00
+/- résultat reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
+ affectation du résultat	0,00	0,00	0,00	0,00
= Résultat de clôture	43.952,97	0,00	43.952,97	0,00

Budget annexe Clic :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	149.986,78	0,00	149.986,78	0,00
- Dépenses de l'exercice	142.918,55	0,00	142.918,55	0,00
= Résultat de l'exercice	7.068,23	0,00	7.068,23	0,00
+/- résultat reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
+ affectation du résultat	0,00	0,00	0,00	0,00
= Résultat de clôture	7.068,23	0,00	7.068,23	0,00

Budget annexe Résidence autonomie :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	358.117,43	5.150,02	363.267,45	0,00
- Dépenses de l'exercice	333.189,49	3.695,46	336.884,95	5.320,85
= Résultat de l'exercice	24.927,94	1.454,56	26.382,50	-5.320,85
+/- résultat reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
+ affectation du résultat	0,00	0,00	0,00	0,00
= Résultat de clôture	24.927,94	1.454,56	26.382,50	-5.320,85

Présentation consolidée :

	Section de fonctionnement	Section d'investissement (hors RAR)	Compte administratif	Restes à réaliser (RAR)
Recettes de l'exercice	840.361,13	5.150,02	845.511,15	0,00
- Dépenses de l'exercice	764.411,99	3.695,46	768.107,45	5.320,85
= Résultat de l'exercice	75.949,14	1.454,56	77.403,70	-5.320,85
+/- résultat reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
+ affectation du résultat	0,00	0,00	0,00	0,00
= Résultat de clôture	75.949,14	1.454,56	77.403,70	-5.320,85

2.2. Gestion de la dette

Alors que la hausse soudaine des taux d'intérêts a bouleversé les marchés financiers en 2023, L'agglomération Foix-Varilhes présente une dette sécurisée : encours très faible (capital restant dû au 1^{er} janvier 2024 de moins de 4,8 M€), pour une bonne part en fin d'amortissement (7 lignes d'emprunt s'achèvent d'ici 2026), ne présentant aucun risque financier (uniquement souscrite à taux fixe non révisable, 1A selon la charte Gissler).

La variation des taux d'intérêts sur les prochains mois devra néanmoins être suivie de près, alors que L'agglomération devra nécessairement recourir à l'emprunt pour financer les réalisations importantes de son projet de territoire. Les marchés bancaires anticipent d'ores-et-déjà une stagnation puis une lente diminution des index à partir du second trimestre de l'année.

en K€	2020			2021			2022			2023			2024		
	CRD 01/01	Emprunt	Annuité	CRD 01/01	Emprunt	Annuité	CRD 01/01	Emprunt	Annuité	CRD 01/01	Emprunt	Annuité	CRD 01/01	Emprunt	Annuité
Budget principal	5.112	600	710	5.207	0	732	4.660	0	720	4.105	0	666	3.582	900	657
BA ateliers relais	507	0	64	464	0	64	420	0	64	373	0	64	325	0	64
BA ZAE	1.517	0	191	1.347	0	191	1.173	0	156	1.031	0	156	887	0	156
TOTAL	7.136	600	965	7.018	0	987	6.253	0	940	5.509	0	886	4.794	900	877
Evolution	0,8%		5,0%	-1,7%		2,3%	-10,9%		-4,8%	-11,9%		-5,7%	-13,0%		-1,0%

A noter la souscription d'un nouvel emprunt de 900 000 € en toute fin d'exercice 2023 (signature en décembre, libération des fonds en janvier suivant), après trois exercices successifs de désendettement (capital restant dû diminué d'un tiers).

2.2.1. Dette du budget principal

Amortissement de la dette « ancienne »

	CRD au 01/01	Emprunt	Capital	intérêts	Annuité
2020	5.112.173	600.000	505.527	204.103	709.630
2021	5.206.645		546.588	185.371	731.960
2022	4.660.057		555.538	164.659	720.197
2023	4.104.520		522.218	143.445	665.663
2024	3.582.302		533.169	123.882	657.051
2025	3.049.132		544.570	103.798	648.368
2026	2.504.562		526.015	83.279	609.294

L'agglomération n'avait pas eu recours à l'emprunt pour son budget principal depuis le dernier contrat souscrit, en 2020, pour assurer le financement du pôle jeunesse collaboratif à Foix (600 000 €).

Le nouvel emprunt est intervenu en toute fin d'exercice 2023 pour financer les travaux de l'extension du pôle de services de L'agglomération à Foix (locaux administratifs rendus nécessaires par les nouvelles

compétences exercées et les agents recrutés), achevés à même date. du stock de dette « historique », cet emprunt a été souscrit à taux variable (encours en), ainsi de plus. bénéficiant de la baisse anticipée des taux d'intérêts sur les prochains mois. En conséquence, le capital restant dû s'accroît de 900 000 € ; surtout, le montant des échéances est réhaussé (remboursement fixe du capital, montant des intérêts selon la valeur actualisée de l'index). L'estimation des intérêts dus au taux actuel sera ainsi vraisemblablement réduite en cours d'amortissement de l'emprunt.

Amortissement de la dette (ensemble)

	CRD au 01/01	Emprunt	Capital	intérêts	Annuité
2020	5.112.173	600.000	505.527	204.103	709.630
2021	5.206.645		546.588	185.371	731.960
2022	4.660.057		555.538	164.659	720.197
2023	4.104.520		522.218	143.445	665.663
2024	3.582.302	900.000	593.169	165.671	758.840
2025	3.889.132		604.570	142.836	747.406
2026	3.284.562		586.015	119.446	705.461

Cet emprunt a été contracté auprès de l'Agence France Locale, qui présente la particularité d'être détenue par les entités du bloc local (régions, départements, communes et intercommunalités), uniques clientes, en vue de sécuriser et optimiser leur accès au crédit (financement sur le marché obligataire et émission de prêts adossés à la garantie des membres). La prise de participation en capital est calculée sur la base du poids économique de L'agglo au sein de la structure, évaluée en l'espèce à 0,3 % des recettes réelles de fonctionnement de l'exercice n-2 (79 800 €). L'agglo pourra ainsi bénéficier lors des prochaines échéances de conditions aussi favorables que celles dont elle a bénéficié pour le présent emprunt.

La levée de ce nouvel emprunt ne vient pas fondamentalement changer les ratios prudentiels de L'agglo : ainsi, l'encours de dette au 31 décembre 2023 passe de 13 à 16 % des recettes d'exploitation (déduction faite donc des recettes exceptionnelles), et l'annuité plafonnerait à 2,7 % de ces mêmes recettes d'exploitation ; la capacité de désendettement (= encours de dette / épargne brute) remonte de 0,9 à 1,1 ans, soit bien en-deçà du seuil d'alerte. Pour comparaison, il est habituellement convenu de conserver ce ratio en-deçà de 8 années.

Il convient toutefois de noter que ce ratio, et plus globalement la capacité de L'agglo à emprunter, restent largement tributaires de son niveau d'autofinancement : la perception de recettes supplémentaires (correction à la hausse du produit de TVA) et la maîtrise de l'évolution des dépenses de fonctionnement permettront de maintenir un bon niveau d'épargne brute en 2024.

En complément de sa politique d'endettement (contrats long terme), L'agglo est également titulaire d'une ligne de trésorerie pour sécuriser les flux infra-annuels des dépenses et recettes ; le contrat a été renouvelé en juillet 2023 pour un plafond de 1,5 M€, avec une utilisation généralement ponctuelle, et aucun tirage à ce jour. Cette ligne de trésorerie a vocation à bénéficier aux régies ou budgets annexes créés par L'agglo et dotés de l'autonomie financière (notamment le budget annexe mobilité et le CIAS) via l'attribution d'avances.

2.2.2. Dette du budget annexe atelier relais

Capital restant dû au 31 décembre 2023

Emprunteur	CRD au 31/12/2023	Taux d'intérêts moyen	Durée résiduelle moyenne
CC Canton de Varilhes	324.766,15	4,31%	6 années
TOTAL	324.766,15	4,31%	6 années

Le budget atelier relais ne compte qu'un seul et unique emprunt contracté pour financer le bâtiment qui a fait l'objet d'un crédit-bail immobilier avec la société Marion Technologies.

Cet emprunt est donc remboursé chaque année à l'euro - l'euro par la société. La dernière échéance sera prélevée en 2029, concomitamment avec le transfert effectif de propriété du local finances.

2.2.3. Dette du budget annexe zones d'activités économiques

Capital restant dû au 31 décembre 2023

Emprunteur	CRD au 31/12/2023	Taux d'intérêts moyen	Durée résiduelle moyenne
CC Canton de Varilhes	157.886,68	2,22%	2 années
L'agglo Foix-Varilhes	729.177,15	0,83%	11 années
TOTAL	887.063,83	1,08%	9,4 années

Sur le budget annexe des zones d'activités économiques, il convient de noter que le coût de remboursement des intérêts de la dette est, à l'instar des acquisitions foncières, études et autres travaux, valorisé et pris en compte dans la valeur du stock comptable des terrains aménagés ou à aménager.

En 2019, un emprunt d'un million d'euros a été contracté sur 15 ans au taux de 0,83 % par an pour assurer le préfinancement des travaux de la zone d'activités économiques Escoubétou 2.

Compte tenu du faible coût de cet emprunt, il pourra être utile de ne pas procéder à son remboursement anticipé et d'utiliser les ressources issues des prochaines cessions pour financer les travaux à venir (aménagement de la future zone de Pélissou, viabilisation de terrains en zone de Permilhac).

2.3. Gestion du personnel

Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire précise que le rapport comporte, en matière de personnel, au titre de l'exercice en cours, ou le cas échéant du dernier exercice connu, des informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel, etc.

2.3.1. Répartition des effectifs

Il est rappelé que le 1^{er} juillet 2023 a marqué le transfert de 14 agents de L'agglo vers le CIAS, dans le cadre de la création de ce nouvel établissement public. Cette évolution impacte l'ensemble des chiffres présentés ci-après, 2024 ne prenant pas en compte le personnel rattaché au CIAS (résidence autonomie et Clic).

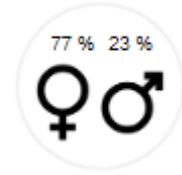
Répartition par type de contrat :

	1 ^{er} janvier 2021	1 ^{er} janvier 2022	1 ^{er} janvier 2023	1 ^{er} janvier 2024
Titulaires, stagiaires	131	138	146	136
Contrats de droit public	56	55	51	53
<i>Dont assistantes maternelles</i>	12	11	7	7
Contrats de droit privé	0	0	0	1
Totaux	187	193	197	190

Nota pour mémoire : 14 agents transférés au CIAS L'agglo Foix-Varilhes au 1^{er} juillet 2023

Répartition par catégorie :

	1 ^{er} janvier 2021	1 ^{er} janvier 2022	1 ^{er} janvier 2023	1 ^{er} janvier 2024
Catégorie A	53	57	56	50
	49,59 ETP	56,59 ETP	53,03 ETP	45,19 ETP
	28%	29%	28%	26%
Catégorie B	33	45	49	53
	31,45 ETP	43,30 ETP	47,80 ETP	48,15 ETP
	18%	24%	25%	28%
Catégorie C (dont assistantes maternelles)	101	91	92	87
	95,46 ETP	87,38 ETP	88,90 ETP	79,32 ETP
	54%	47%	47%	46%
Totaux	187	193	197	190
	176,50 ETP	184,27 ETP	189,73 ETP	178,05 ETP



Répartition par filière :

Filière	Proportion au 1 ^{er} janvier 2023	Proportion au 1 ^{er} janvier 2024	Evolution entre 2023 et 2024
Administrative	17%	18%	-1%
Animation	4%	5%	+1%
Culturelle	15%	18%	+3%
Médico-sociale	13%	13%	-
Sociale	21%	18%	-3%
Sportive	4%	3%	-1%
Technique	20%	21%	+1%
Hors filière	6%	4%	-2%

L'âge moyen des agents de L'agglo, au 31 décembre 2022, est de 43 ans, en hausse d'un an par rapport à l'année précédente.

Départs en retraite :

	2022	Prévisionnel 2023	Réalisé 2023	Prévisionnel 2024
Retraite de fin de carrière	3	2	0	3
Retraite pour invalidité	1	3	0	2

2.3.2. Rémunérations (traitement indiciaire et régime indemnitaire)

Le niveau de rémunération des agents est en hausse par rapport au 1^{er} janvier 2023. La moyenne s'établit à 1 719 € net, soit une hausse de 4,3 % par rapport au 1^{er} janvier 2023. Les explications majeures :

- Revalorisations Smic et indiciaire en mai 2023.
- Augmentation du point d'indice en juillet 2023 : +1,5% portant un impact financier d'environ 53 000 € sur le budget 2023.
- Revalorisation indiciaire « bas de grilles » en juillet 2023 : impact d'environ 9 000 € sur le budget 2023.
- Revalorisation des indices de rémunérations en janvier 2024, pour l'ensemble des agents, estimé à un coût global supplémentaire d'environ 80 000 € sur le budget 2024.

Les évolutions potentielles à venir, courant 2024, dont les chiffres sont connus lors de la préparation budgétaire :

- Reclassement indiciaire pour supprimer les actuels tassements de grilles de rémunérations.
- Nouvelle augmentation de Smic potentielle en juillet, impactant les rémunérations des assistantes maternelles et de possibles augmentations indiciaires des plus bas salaires.
- Poursuite de la revalorisation des salaires des secteurs sociaux et médico-sociaux.
- Nouvelle augmentation du point d'indice en discussion.

Les évolutions impactant le budget de gestion des ressources humaines, décidées et maîtrisées par les élus communautaires :

- Mise en œuvre de la prime de pouvoir d'achat (versement en mars 2024) : + 92 616 €.
- Revalorisation des participations aux contrats individuels en prévoyance, à partir des paies de mars 2024 : + 8 293,44 €.
- Revalorisation du régime indemnitaire mensuel (IFSE) à partir d'octobre 2024 : + 50 000 €.

Coût moyen des rémunérations, par profil d'emploi permanent :

Profil de rémunération	Coût mensuel moyen au 1 ^{er} janvier 2023	Evolution par rapport au 1 ^{er} janvier 2022	Coût mensuel moyen au 31 décembre 2023	Evolution par rapport au 1 ^{er} janvier 2023
Titulaires	3 293 €	+ 6 %	3 562 €	+ 8 %
Contractuels	3 496 €	+ 3 %	3 580 €	+ 2 %
Assistants maternelles	3 681 €	+ 12 %	4 809 €	+ 31 %

Masse salariale (salaires bruts), tout profil inclus, par année et par profil ; part de la masse salariale eu égard le global du budget de gestion des ressources humaines (chapitre 012) :

	Brut 2021	% du 012 BP 2021	Brut 2022	% du 012 BP 2022	Brut 2023	% du 012 BP 2023	Prévision brut 2024	% du 012 BP 2024
Titulaires et stagiaires	3 313 K€	43%	3 688 K€	43%	3 791 K€	43%	4 194 K€	47%
Contractuels	2 117 K€	28%	2 417 K€	28%	2 531 K€	29%	2 583 K€	29%
Totaux	5 430 K€	+3%	6 105 K€	+ 12%	6 322 K€	+ 4%	6 436 K€	+ 7%

2.3.3. Composantes de la rémunération

Le régime indemnitaire fixe et mensuel

Ces composantes renvoient vers l'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE) pour la quasi-totalité des agents de L'agglo, selon ses modalités d'attribution en vigueur (actées en conseil communautaire). Seuls les enseignants artistiques, attachés à une filière spécifique, perçoivent d'autres types d'indemnités.

Valeurs globales de régimes indemnitaires versées :

RI 2021	Part du brut en 2021	RI 2022	Part du brut 2022	Prévision RI 2023	Part du brut 2023	Prévision RI 2024
578 404 €	11 %	695 280 €	11 %	726 811 €	12 %	718 224 €

Le régime indemnitaire variable et annuel

Le complément indemnitaire annuel (CIA) a été mis en place en 2021 pour des propositions d'attributions lors des évaluations de 2021, portant les premiers versements en juin 2022. La délibération de mise en œuvre prévoit une ouverture de crédits annuels à hauteur d'un maximum de 10% de l'enveloppe du régime indemnitaire fixe versé l'année précédente.

Evolution des enveloppes attribuées :

Coût CIA 2022	Part du RI 2022	Coût CIA 2023	Part du RI 2023	Prévision coût CIA 2024	Prévision part du RI 2024
54 800 €	9,47%	55 801 €	8,03%	60 000 €	8,35%

La NBI (nouvelle bonification indiciaire)

La NBI doit être versée à tout agent titulaire ou stagiaire, répondant à des fonctions édictées dans le décret encadrant cette bonification. Elle est obligatoirement retirée si la fonction de l'agent évolue et qu'il n'est plus concerné par ledit décret. Elle est aussi suspendue en cas d'absence de l'agent et que ce dernier est remplacé.

2022 a été marqué par diverses régularisations de droits avec effet rétroactif jusqu'à 4 années en arrière. Etaient concernés, des agents d'accueil du public en médiathèque, sans affectation des 10 points de NBI cohérents avec leur fonction principale d'accueil.

L'année 2023 est marquée par la mise en place d'un nouveau cadre de versement de NBI : 25 points pour les maîtres d'apprentissage (les actuels maîtres d'apprentissage sont majoritairement contractuels, donc non concernés par cette disposition).

NBI 2021	Part de la rémunération	NBI 2022	Part de la rémunération	NBI 2023	Part de la rémunération	Prévision NBI 2024
38 500 €	0,007%	46 054 €	0,008%	40 850 €	0,006%	41 685 €

Le supplément familial de traitement (SFT)

Le SFT doit être versé à tout agent répondant à certains critères de situation familiale (âge des enfants notamment), par tout employeur public. Le SFT versé aux agents fonctionnaires est en partie récupéré via le fonds national de compensation du supplément familial de traitement (FNCSFT), selon un coefficient révisé chaque année.

SFT 2021	SFT 2022	SFT 2023	Prévision SFT 2024
55 500 €	54 345 €	52 485,51 €	51 553,32 €

Heures supplémentaires (HS)

Le budget alloué aux heures supplémentaires concerne peu de services, et répond à des cas précis, dont notamment :

- Agents en contrat à durée déterminée pour accroissement temporaire d'activité.
- Agents en contrat à durée déterminée pour remplacements.
- Interventions en astreinte des agents techniques.
- Assistantes maternelles (rappel de la hausse de rémunération au 1^{er} janvier 2023).

L'intégration au 1^{er} janvier 2023, de l'espace culturel Olivier Carol a marqué une hausse des heures supplémentaires, notamment en heures de nuit et en jours fériés. Néanmoins, au vu des efforts globaux de gestion dans les services, la hausse du coût des heures supplémentaires au sein de L'agglo est très limitée : + 0,05% proportionnellement à la masse salariale.

HS 2021	HS 2022	HS 2023	Prévision HS 2024
29 287 €	25 358 €	29 985 €	31 800 €
3 077 heures	2 555 heures	2 276 heures	2 500 heures
0,56 % de la masse salariale	0,43 % de la masse salariale	0,49 % de la masse salariale	0,5% de la masse salariale

Analyse des heures effectuées en 2023 :

	Catégories Profils	Montant HS 2023	Nb HS 2023
Catégories	Catégorie C	13 247 €	1 298
	Hors filière	8 249 €	0
	Catégorie B	8 195 €	523
	Catégorie A	294 €	454
Profils	Assistante maternelle	8 249 €	0
	Contractuels non permanents	4 966 €	936
	Titulaires	14 664 €	764
	Contractuels permanents	2 106 €	539

Actions sociales :

L'année 2023 a été marquée par une mesure en faveur du pouvoir d'achat des agents de L'agglo, par le biais de l'augmentation des titres restaurant.

Pour mémoire, la participation aux contrats santé labellisés est soumise au nombre d'enfants rattachés au contrat de l'agent. La participation aux contrats en prévoyance est quant à elle soumise à une tranche de salaire. Ces modalités sont actées en comité social territorial puis par délibération.

Il est rappelé que les participations seront obligatoires en ces matières, à partir de 2025 pour la prévoyance et à partir de 2026 pour la santé. Les niveaux de participations en vigueur à L'agglo répondent déjà aux minimums légaux.

Il est rappelé que les modalités des participations en prévoyance ne sont plus adaptées depuis les différentes augmentations de rémunérations constatées en 2022 (point d'indice et Smic) : les tranches de salaires en vigueur provoquent une baisse de participations pour de nombreux agents. Il sera ainsi proposé en 2024 une légère hausse des participations en prévoyance, pointant un palier avant l'avancée sociale envisagée pour 2025 : mise en place d'un contrat-groupe financé à 50% par L'agglo (coût estimé à 55 000 € annuel), à adhésion obligatoire.

	2021	2022	2023	Prév. 2024
Cnas	40 916 €	41 056 €	41 976 €	42 966 €
	200 agents	205 agents	210 agents	198 agents
Titres restaurant	54 954 €	61 278 €	91 276 €	120 657 €
	176 agents	184 agents	213 agents	178 agents
Santé	19 971 €	24 892 €	24 831 €	18 529 €
	95 agents	111 agents	115 agents	79 agents
Prévoyance	10 048 €	10 040 €	9 720 €	8 293 €
	97 agents	102 agents	102 agents	82 agents
Totaux	125 889 €	137 266 €	167 803 €	190 445 €

En parallèle de ces actions sociales directes, l'année 2023 a également été marquée par la création d'une amicale du personnel associative, soutenue financièrement par L'agglo, à hauteur de 5 000 € pour cette année de lancement.

Forfait mobilité durable :

Ouverture de droit en 2023, impliquant les premiers versements en janvier 2024. L'objectif est de promouvoir et d'encourager les mobilités douces et le covoiturage pour les trajets domicile-travail.

Alors qu'une enveloppe de 4 200 € était envisagée, pour environ 14 bénéficiaires, ce sont dans les faits 24 agents qui ont bénéficié de ce forfait pour une enveloppe de 4 800 €. En 2023, il est proposé d'augmenter cette enveloppe afin de favoriser l'éco-mobilité.

Avantages en nature, sont concernés :

- Participation aux contrats individuels santé.
- Participation aux contrats individuels prévoyance.
- Véhicule de fonction (1 agent).

L'année 2024 marque l'entrée d'un nouvel avantage en nature à titre expérimental, à savoir l'usage d'une borne de recharge électrique pour véhicules personnels.

2.3.4. Etat des lieux de la parité

Répartition des effectifs permanents pourvus, par catégorie :

	Sexe	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C (dont assistantes maternelles)	Total
1 ^{er} janvier 2020	Femmes	21	40	88	149
	Hommes	6	19	18	43
1 ^{er} janvier 2021	Femmes	45	16	84	145
	Hommes	8	17	17	42
1 ^{er} janvier 2022	Femmes	48	26	74	148
	Hommes	9	19	17	45
1 ^{er} janvier 2023	Femmes	48	33	71	152
	Hommes	9	19	17	45
1 ^{er} janvier 2024	Femmes	42	34	69	145
	Hommes	8	19	18	45

Une forte représentation féminine est constatée, que l'on retrouve dans les filières médico-sociale et sociale, largement présentes dans les services de L'agglo.

Autres analyses identifiables au 1^{er} janvier de l'année, par sexe :

	Femmes		Hommes	
	2023	2024	2023	2024
Age moyen	41,4 ans	41,31 ans	44,79 ans	45,67 ans
Effectifs	79%	77%	21%	23%
Dépense brute moyenne	2 878 €	2 997 €	3 384 €	3 400 €

2.4. Investissements

2.4.1. Budget principal

	Budget consolidé 2023	Liquidé 2023	Restes à réaliser 2023
Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées	524.298,67	522.217,81	0,00
Dépenses d'équipement	8.248.251,10	4.828.904,35	1.407.757,55
Dépenses réelles de l'exercice	8.772.549,77	5.351.122,16	1.407.757,55
Chapitre 041 Opérations patrimoniales	595.018,76	2.751,92	0,00
Chapitre 040 o/o entre sections	1.129.542,85	921.904,87	0,00
Dépenses de l'exercice	10.497.111,38	6.275.778,95	1.407.757,55
Chapitre 001 Déficit d'investissement reporté	2.358.958,70	2.358.958,70	0,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	12.856.070,08	8.634.737,65	1.407.757,55
Chapitre 10 Dotations et participations	2.294.698,56	1.923.078,58	91.345,49
Chapitre 16 Emprunts et dettes	1.322.103,29	0,00	900.000,00
Subventions d'équipement	5.041.842,05	2.852.438,76	1.811.723,01
Recettes réelles de l'exercice	8.658.643,90	4.775.517,34	2.803.068,50
Chapitre 021 Virement de la section de fonc.	1.599.138,89	0,00	0,00
Chapitre 040 o/o entre sections	2.003.268,53	1.956.659,95	0,00
Chapitre 041 o/o patrimoniales	595.018,76	2.751,92	0,00
Recettes de l'exercice	12.856.070,08	6.734.929,21	2.803.068,50
Chapitre 001 Excédent d'investissement reporté	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	12.856.070,08	6.734.929,21	2.803.068,50
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	0,00	-1.899.808,44	1.395.310,95

En matière d'investissements, L'agglomération intervient directement dans le financement d'équipements intercommunaux, mais elle intervient également comme maître ouvrage délégué auprès des communes membres (voirie), ou encore en tant que financeur de projets publics ou privés via le versement de subventions ou de fonds de concours.

2.4.2. Budget annexe – Zones d'activités économiques

La vocation du budget de la zone d'activités économiques est l'aménagement de parcelles en vue de leur commercialisation. Il n'y a donc pas d'accroissement du patrimoine mais uniquement une constitution d'un stock de lots à commercialiser.

Les travaux et études ne sont donc pas, comme dans un budget M14 classique, imputés en section d'investissement mais en section de fonctionnement.

Toutefois, pour faciliter la compréhension, le projet de territoire a traduit ces dépenses et recettes comme des dépenses d'équipement.

2.4.3. Budget annexe – Mobilité

Le budget annexe mobilité ne comportait pas en 2023 de section d'investissement. Les immobilisations réalisées en vue de la matérialisation et l'accessibilité des points d'arrêts du réseau de transport urbain L'agglomération-bus sont portées par le budget principal.

2.4.4. Budget annexe – Atelier relais

Le budget annexe ateliers relais ne retrace en section d'investissement que le seul remboursement du capital de la dette et le remboursement correspondant de la part de l'entreprise Marion Technologies dans le cadre du crédit-bail.

2.4.5. CIAS L'agglo Foix-Varilhes

Le CIAS dispose d'un patrimoine propre, constitué pour partie par dotation de L'agglo de rattachement (dotation en pleine propriété des biens meubles antérieurement affectés à l'activité transférée et nécessaires à sa poursuite), mais également par acquisition pour son propre compte.

De fait, des trois budgets du CIAS, seule la résidence autonomie a connu des mouvements comptables en investissement au cours de l'exercice 2023. Ceux-ci sont réduits aux acquisitions d'immobilisations mobilières, puisque l'actif bâtiminaire est conservé en pleine propriété par L'agglo, qui en assure l'ensemble des charges d'entretien et de grosses réparations.

		Budget consolidé 2023	Liquidé 2023	Restes à réaliser 2023
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	5.000,00	3.695,46	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	7.761,70	0,00	5.320,85
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		12.761,70	3.695,46	5.320,85
Chapitre 10	Dotations et fonds divers	1.137,65	553,72	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	5.000,00	4.596,30	0,00
Chapitre 28	Amortissements	6.624,05	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT		12.761,70	5.150,02	0,00
RESULTAT D'INVESTISSEMENT		0,00	1.454,56	-5.320,85



3. Prévisions 2024

3.1. Budget principal

3.1.1. Section de fonctionnement

Dépenses

L'agglomération, tout en maintenant les moyens mis à disposition des services opérationnels et le niveau des services rendus à ses usagers, poursuivra en 2024 sa politique de maîtrise des dépenses d'exploitation ; ainsi, dans un contexte de prix hauts, particulièrement sensible sur les dépenses d'énergie, L'agglomération souhaite contenir la hausse des dépenses courantes à un niveau inférieur à l'inflation prévisionnelle.

- **Dépenses à caractère général**

Si de 2017 à 2020, les charges à caractère général du budget principal ont connu une diminution annuelle moyenne de près de 12 %, cette tendance s'inverse depuis 2020. Il apparaît ainsi qu'après une baisse forte et rapide des dépenses de fonctionnement au cours des exercices 2018 et 2019, la diminution des charges à caractère général en 2020 est essentiellement imputable à la baisse d'activité des services liée à la crise sanitaire ; leur rétablissement en 2021 semble indiquer la résorption des marges de manœuvre disponibles.

Depuis 2020, le chapitre 011 évolue à la hausse, légèrement dans un premier temps (+0,4% en 2021, correction faite des effets de la crise), puis plus fortement (+6,5% en 2022), avant de bondir en 2023 (+27,7%, soit 764 K€). Cette tendance se confirme et se renforce en 2024, avec une hausse de plus de 33 % des charges générales anticipées par les services (+ 1,185 M€). Plusieurs raisons viennent expliquer cette évolution :

	2020	2021	2022	2023	2024
Chap 011 - Charges à caractère général	2.583.198	2.594.169	2.761.750	3.526.177	4.711.277
<i>2020 : retraitement des charges supplémentaires liées à la crise sanitaire</i>					
	Moyenne annuelle	2021/2020	2022/2021	2023/2022	2024/2023
Evolution	11,52%	0,4%	6,5%	27,7%	33,6%

Tout d'abord, au vu du contexte extérieur abordé en première partie, l'évolution récente de l'inflation et notamment la variation importante des produits énergétiques impacte directement l'ensemble des charges à caractère général. Mais une observation plus précise des coûts des fluides montre que la hausse vertigineuse (+ 507 000 €, y compris centre culturel à Foix) se concentre sur l'année 2023 ; pour 2024, la charge correspondante serait stable voire en légère baisse par rapport à l'année précédente (- 238 000 € environ, soit tout de même 269 000 € de plus qu'en 2022). L'incertitude actuelle et la grande volatilité constatée obligeront sans doute à réévaluer ces prévisions en cours d'exercice.

La prudence est de mise, puisque l'amortisseur électricité, dispositif adopté en loi de finances pour 2023, a été réformé pour 2024 : les conditions d'éligibilité ayant été resserrées, L'agglomération devrait sortir du champ d'application de cette aide (souscription d'un nouveau contrat en cours d'année 2023, via le groupement d'achat mené auprès du SDE 09).

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2020-2024
Eau	60.237,67	39.063,82	62.830,56	97.887,92	75.000,00	25%
Electricité	184.422,70	246.960,65	241.692,24	624.315,49	423.000,00	129%
Gaz	65.379,00	130.585,88	149.669,43	180.200,66	165.000,00	152%
Combustibles	0,00	0,00	3.912,98	64.121,04	66.000,00	-
Carburants	11.598,78	13.170,28	16.913,04	15.379,51	15.000,00	29%
Total	321.638	429.781	475.018	981.905	744.000	131%

Bien plus, l'exercice effectif par L'agglomération de la compétence transport scolaire depuis juillet 2023, et la fin de la délégation à la région Occitanie (en cours depuis 2018) explique l'essentiel de la hausse des charges à caractère général : le montant des marchés passés par la Région auprès des transporteurs

rouliers passera ainsi de 381 000 € d'inscription budgétaire 2023 (sur quatre mois) à près de 830 000 € en 2024 (en année pleine), auxquels doivent être joints les frais d'affiliation au régime de la région Occitanie (188 000 €, comptabilisés au chapitre 65).

La compétence est financée par un versement pérenne de 853 000 € de la région (évaluation du coût de la compétence avant transfert), la fin de la délégation entraînant de droit la fin de la participation de L'agglo (281 000 € en 2023, 786 000 € en 2022, dernier exercice complet). Le coût de la compétence s'accroît donc, tandis que la compensation régionale est fixe, le déficit atteint ainsi 170 000 € en 2024.

• Dépenses de personnel

Après une hausse prononcée en 2022 et une quasi-stabilité en 2023 (+ 2,3 %), les charges de personnel devraient n'augmenter en 2024 que d'environ 5,6%, en dépit des impacts réglementaires et des besoins de renforcer certaines équipes en place :

	2020	2021	2022	2023	2024
Chap. 012 charges de personnel	7.332.266	7.481.765	8.714.754	8.887.024	9.384.382
	Moyenne annuelle	2021/2020	2022/2021	2023/2022	2024/2023
Evolution	6,83%	2,0%	16,5%	2,0%	5,6%

Les principales évolutions prévisibles sont en lien avec des mesures d'ordre général, impactant la masse salariale de L'agglo :

- Effet en année pleine de modifications intervenues en cours d'année 2023 :
 - o Augmentation du Smic et relèvement de traitement (mai 2023).
 - o Revalorisation de traitement indiciaire des bas salaires (mai 2023).
 - o Augmentation du point d'indice en juillet 2023.
- Modifications réglementaires pour 2024 :
 - o Ajout du point d'indice au 1^{er} janvier.
 - o Augmentation du taux de cotisation CNRACL (compensation annoncée).
 - o Augmentation du taux accident du travail (Urssaf).
 - o Augmentation de la taxe additionnelle (Centre de gestion).
- Estimations complémentaires :
 - o Reclassements indiciaires.

Et de manière plus ponctuelle :

- Augmentation de la participation employeur aux titres restaurant.
- Forfait mobilités durables.
- Prime de pouvoir d'achat.
- Augmentation de régime indemnitaire.
- Révision de la participation à la prévoyance.
- Frais de formation liés à des acquisitions d'outils de gestion.
- Salaires et frais pédagogiques des apprentis.

Enfin, en vue d'accompagner les compétences transférées ou le développement des services, six nouveaux postes seront ouverts en cours d'année :

- Maître-nageur pour les temps scolaires (expérimentation dans un premier temps, via un CDD), en partie compensé par les participations de communes et Sive ayant manifesté un intérêt pour cet accompagnement pédagogique. Par ailleurs, le dimensionnement de ce poste contribuera à diminuer l'appel à CDD de remplacements et saisonniers.
- Agent instructeur urbanisme et eaux pluviales urbaines.

- Agent technique et Ssiap au centre culturel à Foix, compensé par une diminution d'heures supplémentaires rémunérées au responsable sécurité et d'heures d'agents Ssiap mises à disposition par la ville de Foix.
- Deux assistants administratifs complémentaires aux pôles habitat et juridique / administration générale (expérimentation d'une réorganisation en premier lieu pour le second poste, via un CDD).

- **Atténuation de recettes**

Attributions de compensation

Le transfert de la compétence en matière d'élaboration des documents d'urbanisme au 1^{er} juillet 2021 impacte chaque année l'enveloppe des attributions de compensation : si l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal – habitat (PLUi-H) est entièrement pris en charge par L'agglo sans retenue sur attribution de compensation des communes, les coûts liés à l'achèvement des procédures communales en cours restent à la charge des communes concernées, via une retenue ponctuelle l'année suivante. La commission locale d'évaluation des transferts de charges (Clect) sera ainsi amenée à se réunir au cours du second trimestre 2024 pour fixer le montant des frais retenus, et l'évolution des attributions de compensation définitives. Dans l'attente du travail de cette commission, il est possible d'anticiper une baisse ponctuelle de 31 000 € environ des montants versés pour 2024, par rapport au niveau de référence 2021.

L'année 2023 a vu également l'évaluation des charges et produits liés au transfert de l'espace culturel Olivier Carol, et l'ajustement de l'attribution de compensation versée à la commune de Foix ; le rapport de la Clect du 10 juillet dernier a déterminé une charge nette de 534 000 € soit 453 000 € en fonctionnement (dont la subvention à l'Adacfa) et 81 000 € en investissement ; il s'agit là d'une retenue pérenne sur l'attribution de compensation de la commune de Foix.

La Clect sera amenée en 2024 à procéder à l'évaluation d'un nouveau transfert de charges, celui de la compétence de gestion des eaux pluviales urbaines. Les premiers travaux menés par les services font état d'une réduction des attributions de compensation, sur la base du schéma directeur des eaux pluviales urbaines finalisé en 2023, de 109 000 €, ventilée en regard du coût de renouvellement des réseaux.

	2020	2021	2022	2023	2024
Attributions de compensation versées	3.187.706	3.187.706	3.185.887	2.616.691	2.572.177
	Moyenne annuelle	2021/2020	2022/2021	2023/2022	2024/2023
Evolution	-5,97%	0,0%	-0,1%	-17,9%	-1,7%

Fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC)

Comme vu en première partie, les effets de la réforme des indicateurs financiers et de péréquation seront lissés jusqu'à 2028, la fraction de correction étant de 80 % pour 2024 ; aussi pouvons-nous prévoir une quasi-stabilité du prélèvement au titre du FPIC pour 2024, et la poursuite atténuée des évolutions antérieures.

Toutefois, les fortes variations de ressources fiscales connues ces dernières années, et les règles d'éligibilité par référence aux autres ensembles intercommunaux apportent de fortes incertitudes sur le montant du reversement pour 2024 ; une étude complémentaire devra être menée en cours d'année afin d'identifier et anticiper les évolutions futures, tant pour L'agglo que pour le bloc communal dans son ensemble. Un montant forfaitaire de 100 000 € sera budgété pour 2024, et donnera lieu à ajustement en cours d'exercice selon la notification du FPIC.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Prélèvement EPCI	-13.427,00	-22.011,00	-45.610,00	-63.191,00	-42.113,00			
Prélèvement communes	-19.137,00	-41.014,00	-66.365,00	-90.703,00	-62.821,00	-147.161,00	-75.948,00	-134.597,53
Total prélèvement	-32.564,00	-63.025,00	-111.975,00	-153.894,00	-104.934,00	-261.651,00	-132.374,00	-234.597,53
Reversement EPCI	349.467,00	250.214,00	204.278,00	102.956,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Reversement communes	498.083,00	466.214,00	297.220,00	147.793,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total reversement	847.550,00	716.428,00	501.498,00	250.749,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Solde EPCI	336.040,00	228.203,00	158.668,00	39.765,00	-42.113,00	-114.490,00	-56.426,00	-100.000,00
Solde communes	478.946,00	425.200,00	230.855,00	57.090,00	-62.821,00	-147.161,00	-75.948,00	-134.597,53
Total solde	814.986,00	653.403,00	389.523,00	96.855,00	-104.934,00	-261.651,00	-132.374,00	-234.597,53

Reversement de la taxe de séjour

La politique touristique confiée par L'agglo à l'Epic Office de tourisme est financée notamment par le reversement à l'Epic de la majeure partie la taxe de séjour collectée, le solde étant reversé au Conseil départemental (taxe additionnelle départementale). Dans le cadre du Grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO), une taxe additionnelle à la taxe de séjour a été instituée, augmentant de 34 % le montant de la cotisation.

Du fait de versements intervenus tardivement, L'agglo devra s'acquitter en 2024 d'environ 250 000 € de reversements, au titre de 2023 (68 000 € dont 62 000 € à l'Epic Office de tourisme) et 2024 (180 000 € à reverser dont 120 000 pour l'Epic Office de tourisme).

- **Participations aux autres organismes**

Les participations aux organismes de regroupement constituent le premier poste de dépenses de L'agglo et représentent près de 40 % de ses dépenses réelles de fonctionnement en 2023.

	2020	2021	2022	2023	2024
Chap. 65 charges de gestion courante	9.540.346	9.743.111	9.973.085	10.227.847	10.426.064
... dont SDIS	1.352.478	1.379.528	1.407.119	1.490.617	1.550.000
... dont SMECTOM	4.715.130	4.885.308	4.982.751	5.220.203	5.362.644
... dont communes (contingent aide sociale)	501.165	501.165	501.165	501.165	501.165
... dont Asso OT puis EPIC Tourisme	708.000	698.000	698.000	668.000	721.000
... dont Région Occitanie (transports scolaires)	900.000	702.061	133.077	280.983	188.000
... dont SMAGVA (aires d'accueil)	118.205	161.586	128.702	204.922	218.691
... dont GEMAPI	134.596	174.702	169.992	175.752	180.000
... dont SCOT	81.813	98.220	98.637	98.958	100.000
... dont PNR	8.891	8.895	12.790	12.832	13.000
... dont PETR	48.071	49.253	49.278	49.486	50.000
... dont SM aérodrome des Pujols	13.344	13.344	13.344	11.342	11.500
... dont PAAJIP - mission locale - FONJEP - BIJ	330.321	391.321	313.321	313.321	313.321
... dont ADACFA (L'Estive)				214.000	214.000
... dont Bleu printemps	28.000	28.000	28.000	18.000	0
... dont AAA, BGE, initiative Ariège, ...	80.000	69.200	69.200	69.200	69.200
... dont AUAT	16.495	76.370	180.340	180.340	180.340
... dont subvention équilibre mobilité / CIAS	268.000	272.000	700.597	190.000	190.000
... dont FUH	33.000	33.000	33.000	33.000	33.000
... dont indemnités des élus et cotisations	146.650	233.617	237.871	248.407	251.404
... dont informatique en nuage			81.575	130.711	158.798
... dont conventions CCI, CMA, CA			10.000	25.000	20.000
... divers yc subventions aux associations	56.187	101.489	124.326	91.608	100.000

	Moyenne annuelle	2021/2020	2022/2021	2023/2022	2024/2023
Evolution	22,75%	2,1%	2,4%	2,6%	1,9%

Ce chapitre devrait enregistrer une progression d'environ 200 000 € en 2024, avec notamment :

- L'évolution de la participation à la région Occitanie au titre de la compétence transports scolaires : frais d'affrètement sur la nouvelle année scolaire (188 000 €).

- L'estimation des contributions syndicales, en attente d'adoption de la structure, notamment pour les syndicats dont le financement est assuré (taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour le Smectom et taxe Gemapi pour les syndicats de rivière).
- La participation éventuelle de L'agglo au GPSO (Grand projet ferroviaire Sud-Ouest), via une contribution budgétaire fixe pendant 40 ans dont le montant n'est à ce jour pas fixé.

Recettes

• Produits des services

Après une très bonne année 2023, qui voit l'ensemble des services soumis à tarification en forte hausse par rapport à 2022 (année de rétablissement suite à la crise sanitaire), les prévisions de recettes demeurent néanmoins prudentes, de niveau comparable à 2022 ; ainsi :

- Centre aquatique : prévision 2024 à 361 000 € (contre 349 000 € en 2022 et 395 000 € en 2023).
- Conservatoire : prévision 2024 à 52 000 € (contre 51 000 € en 2022 et 65 000 € en 2023).
- Multi-accueils petite enfance : prévision 2024 à 660 000 € (contre 679 000 € en 2022 et 690 000 € en 2023).
- Accueils de loisirs : prévision 2024 à 204 000 € (contre 184 000 € en 2022 et 213 000 € en 2023).
- Ludothèques : prévision 2024 à 7 000 € (contre 6 000 € en 2022 et 2023).

Soit une anticipation en faible hausse d'environ 1,1 % par rapport à 2022.

• Impôts et taxes

La taxe sur la valeur ajoutée, sous deux fractions distinctes

Si la même taxe sur la valeur ajoutée (TVA) vient compenser la suppression de deux impositions locales, en revanche les modalités retenues diffèrent, d'où l'existence de deux fractions distinctes.

La part de taxe d'habitation (TH) prélevée sur les résidences principales a disparu pour les collectivités locales le 1^{er} janvier 2021, compensée par une quote-part du produit national de TVA. Cette dernière évolue chaque année comme le produit national, soit une hausse prévue de 5,1 % pour 2023 (hypothèse du projet de loi de finances pour 2023), revue à 3,7 % en octobre, et qui devrait atteindre péniblement les 2,8 % en définitive.

Les prévisions optimistes du gouvernement pour 2024 tablent sur une croissance de la TVA de 4,5 % (par rapport à 2023) soit une dynamique plus élevée que la simple addition de l'inflation et de la croissance. Les estimations plus raisonnables de la Banque de France, appliquées à un produit 2023 ajusté, donneraient une fraction de TVA de l'ordre de 4 M€.

	2020	2021	2022	2023	2024
Produit de THP	3.555.302				
TVA nationale définitive		186.709.399.232	202.715.590.389	208.391.626.920	215.476.942.235
Variation			8,6%	2,8%	3,4%
Fraction de TVA nationale		0,0019041902%	0,0019041902%	0,0020830735%	0,0020830735%
Produit de TVA		3.555.302	3.860.090	4.340.951	4.488.543
Variation		0,0%	8,6%	12,5%	3,4%

Le contentieux mené à l'encontre de l'État sur les abattements de taxe d'habitation visait d'une part à obtenir réparation du préjudice (les cotisations de taxe d'habitation non perçues entre 2018 et 2020), mais aussi à faire corriger la fraction de TVA pour les années 2021 et suivantes. Pour la seule année 2023, et selon les dernières projections de produit national de TVA, c'est près de 373 000 € de produit fiscal supplémentaire 2023 qui serait versé au premier trimestre, pérennisé sur l'exercice 2024 (385 000 €) et les années suivantes.

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) 2023 est remplacée par une fraction fixe de TVA (calculée sur la base des produits perçus entre 2020 et 2022, et qui aurait été à percevoir en 2023

(montant non communiqué, mais en hausse au niveau national de l'ordre de 16,5%). Au vu du pic atteint en 2021, L'agglo se retrouve bénéficiaire du mode de calcul, passant de 1,216 M€ à 1,408 M€.

Un fonds national d'attractivité économique des territoires vient compléter cette fraction fixe, en ayant pour vocation de répartir entre collectivités le dynamisme de cette fraction de TVA enregistré depuis 2023. Non encore finalisé, ce dispositif devrait reprendre les critères de répartition territoriale antérieurs, à savoir les effectifs localisés et les valeurs locatives. Anticipé à 5,1 % en projet de loi de finances 2023, le montant a été revu à la baisse en octobre, et le sera de nouveau dans les premiers mois de 2024, au vu du produit définitif de TVA nationale. Une première estimation donnerait un montant complémentaire d'environ 41 000 €. Pour 2024, la hausse de 3,4 % ne devrait pas permettre de dépasser les 43 000 €.

L'agglo devrait constater en 2024, entre l'un et l'autre versement, une relative stabilité de ses ressources après une hausse de plus de 19 % en 2023 :

TVA / CVAE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Etablissement dominant	200.301	279.739	297.616	17.148	1.027.892	329.757		
Autres contribuables	928.293	906.444	988.588	969.377	1.003.102	886.176		
Total	1.128.594	1.186.183	1.286.204	986.525	2.030.994	1.215.933	1.398.836	
Part fixe de TVA							1.408.072	1.408.072
FNAET							41.432	42.841
Total							1.449.504	1.450.913
Variation		5,1%	8,4%	-23,3%	105,9%	-40,1%	19,2%	0,1%

La taxe d'habitation des résidences secondaires

La taxe d'habitation résiduelle sur les autres résidences (résidences secondaires, organismes non-lucratifs...) est maintenue. Le taux d'imposition, figé depuis 2019 du fait des réformes en cours, peut à nouveau en être modulé depuis 2023, encadré toutefois par un mécanisme de liaison autour du taux de taxe foncière bâtie, nouveau taux-pivot.

Enfin, l'inflation constatée en novembre 2023 sur les 12 derniers mois, dans le cadre de la discussion parlementaire (indice des prix à la consommation harmonisé, IPCH) s'élevant à 3,9 %, les bases d'imposition de taxe d'habitation sont majorées forfaitairement d'autant ; par prudence, aucune variation physique (sortie de vacance, amélioration du bâti occupé) des bases n'a été anticipée (3,57 % en 2023). Ainsi, le produit attendu pour 2024 au titre de cette imposition des ménages et de ses compensations est estimé comme ceci :

	Base nette	Taux	Produit
Taxe d'habitation	6.005.282	8,52%	511.650
...Variation prévue (majoration légale)	3,9%	0,0%	

Pour mémoire :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Base nette de TH	39.673.377	40.829.108	42.431.429	43.144.416	4.796.177	5.222.497	5.779.867	6.005.282
Taux de TH	8,52%	8,52%	8,52%	8,52%	8,52%	8,52%	8,52%	8,52%
Produit fiscal de TH	3.380.170	3.478.640	3.615.344	3.677.153	408.771	445.065	492.526	511.650
Compensation de TH	209.635	223.087	242.030	252.347				

Taxe foncière sur les propriétés bâties

La variation légale des bases votée en loi de finances vient s'appliquer également sur les impositions foncières (taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties, et taxes additionnelles comme la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) ; précisons toutefois que les locaux professionnels (commerces, bureaux, ateliers, entrepôts et locaux divers), qui ont fait l'objet en 2017 d'une révision du calcul de leur valeur locative, évoluent selon la variation des loyers déclarés.

Il est ainsi possible, à partir des états fiscaux définitifs pour 2023, d'estimer la base nette de foncier bâti pour 2024 et le produit fiscal ou les compensations correspondants :

- Majoration forfaitaire votée en loi de finances pour les composantes logements et établissements industriels : + 3,9 %.
- Evolution moyenne pondérée des tarifs des locaux professionnels, issus des loyers déclarés par les entreprises et retraités par la DGFIP : + 0,61 %.

	Base nette 2023	Majoration légal 2024	Base nette simulée 2024	Cotisation estimée 2024
Locaux d'habitation ordinaires	31.811.784	3,90%	33.052.444	991.573
Locaux d'habitation à caractère social	719.996	3,90%	748.076	22.442
Locaux d'habitation soumis à la loi de 1948	591	3,90%	614	18
Autres locaux passibles de la TH	367.578	0,61%	369.832	11.095
Locaux à usage professionnel ou commercial	4.830.552	0,61%	4.860.180	145.805
Etablissements industriels et assimilés	2.755.772	3,90%	2.863.247	85.897
Total	40.486.273	3,48%	41.894.393	1.256.830

Les bases d'imposition pour 2024 s'élèveraient donc à près de 41,9 M€, soit un produit fiscal prévisionnel de 1,26 M€ à taux constant, en attente de notification des bases actualisées.

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Le Smectom du Plantaurel, à qui L'agglo a transféré la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, doit faire face à d'importantes hausses de charges, avec notamment la récente modernisation du centre de tri, mais également l'augmentation significative de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) qui passe progressivement de 16 à 65 € la tonne.

Cette croissance des charges du Smectom induit mécaniquement une évolution des participations appelées auprès de ses intercommunalités membres.

Le financement de cette participation via la perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (Teom) bénéficie d'une variation des bases dynamique, particulièrement en 2023.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024*
Contribution au Smectom	4.409.625	4.715.130	4.885.308	4.982.751	5.220.203	5.362.644
Bases d'imposition	34.487.622	35.223.117	35.643.883	37.149.096	39.668.539	41.035.992
... Variation		2,1%	1,2%	4,2%	6,8%	3,4%
Taux de Teom		<i>Phase d'harmonisation</i>			13,60%	13,60%
Produit de Teom	4.460.834	4.608.704	4.777.774	5.100.288	5.395.094	5.580.895
Prise en charge par L'agglo	-51.209	106.426	107.534	-117.537	-174.891	-218.251
		-129.677				

L'ajustement des cotisations perçues aux montants appelés s'effectue par la modulation annuelle du taux de Teom, faisant notamment appel à un processus d'harmonisation progressive des taux sur le territoire communautaire sur cinq ans, achevé en 2023.

Au terme de cette période d'harmonisation, le conseil communautaire a voté en 2023 un taux unique de Teom à 13,60 %, en-deçà du taux-cible de 13,92 % fixé initialement.

Il ressort de l'évolution des contributions, des bases et des taux entre 2019 et 2023 un excédent de financement de près de 130 K€.

Si cette évolution se confirmait au vu de l'évolution réelle des bases fiscales et sous réserve du montant de contribution appelée, le taux de Teom appliqué en 2024 pourrait être maintenu.

Cotisation foncière des entreprises

Pour mémoire, la réforme dite des « impôts de production » menée en 2021 a impacté essentiellement la fiscalité économique locale, en réduisant de 50 % la base d'imposition des établissements industriels. Cette réduction des bases est toutefois compensée aux collectivités à hauteur des taux votés en 2020. Ainsi, L'agglo perçoit une nouvelle compensation fiscale depuis 2021, s'ajoutant aux précédentes compensations d'allègements décidés par l'État. Cette compensation est prévue pour être dynamique, et intègre chaque année la variation des valeurs locatives (création ou extension d'établissements, majoration votée en loi de finances), sans que soit appliquée de minoration à ce stade.

A l'instar des bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties, il est possible d'estimer la majoration légale des bases à 2,36 % (après 4,21 % en 2023) :

- + 3,9 % sur les établissements industriels et locaux spécifiques.
- + 0,61 % sur les locaux professionnels.
- + 2,6 % sur les cotisations minimum (indice des prix à la consommation prévisionnel lors du dépôt du projet de loi de finances 2024).

En l'absence d'augmentation du taux, cette réforme devrait donc être sans conséquence sur les recettes attendues au titre de 2024, la variation des bases (variation physique et variation nominale) devant jouer à plein. Toutefois, la fermeture de l'établissement Auriol masques en cours d'année 2023 diminuera d'autant les bases fiscales imposables en 2024.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Base nette de CFE	9.816.349	10.182.790	10.123.388	10.146.307	7.973.404	8.095.668	8.710.950	8.916.528
Taux de CFE	34,52%	34,52%	34,52%	34,52%	34,52%	34,52%	34,52%	34,52%
Produit fiscal de CFE	3.398.540	3.523.848	3.503.760	3.527.654	2.772.314	2.814.308	3.021.283	3.077.986
Variation		3,7%	-0,6%	0,7%	-21,4%	1,5%	7,4%	1,9%
Compensations fiscales	33.651	30.605	97.067	92.580	1.280.943	1.342.888	1.443.684	1.498.005
Variation globale		3,6%	1,3%	0,5%	12,0%	2,6%	7,4%	2,5%

Issue de la réforme de la taxe professionnelle en 2010 pour en compenser la perte de ressources induite, la DCRTP pour le bloc communal devient une variable d'ajustement des concours financiers de l'État ; il s'ensuit une baisse de l'ordre de 0,05 % pour L'agglo (176 702 €). Le FNGIR, autre compensation de la réforme, demeure inchangé à 379 335 €.

Taxe Gemapi

L'agglo pourvoit au financement de la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations par le biais de cette imposition additionnelle aux taxes locales (taxe d'habitation, taxes foncières et cotisation foncière des entreprises).

Le montant de la taxe Gemapi est fixé par L'agglo au vu de l'estimation du montant prévisionnel des dépenses, dans la limite de 40 € par habitant, puis réparti par l'administration fiscale entre les quatre impôts locaux concernés au prorata du poids de chacune de ces taxes.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
SYMAR	113.826,30	150.023,41	128.215,33	168.135,23	162.562,00	167.694,00	167.694,00
SMIVAL	1.697,62	1.757,92	2.277,17	2.472,31	2.630,54	2.790,24	3.069,26
SMBVA			478,00	469,63	479,00	947,67	730,86
SBGH	1.306,44	3.147,35	3.625,00	3.625,00	4.320,00	4.320,00	4.320,00
Total	116.830,36	154.928,68	134.595,50	174.702,17	169.991,54	175.751,91	175.814,12
Taxe Gemapi		170.224	185.192	156.984	101.984	176.984	155.368
Dotation				13.016,00	13.016,00	13.016,00	
Prise en charge par L'agglo		-15.295,32	-50.596,50	4.702,17	54.991,54	-14.248,09	20.446,20
				-20.446,20			

Depuis 2019 et l'instauration de la taxe Gemapi pour financer la compétence, les contributions appelées par les syndicats de rivière se sont révélées légèrement plus faibles que les ressources fiscales

perçues (et dotation de compensation des exonérations des établissements industriels). Aussi il est proposé pour 2024 d'ajuster le produit voté de la taxe Gemapi de manière à ce que la compétence sur la période considérée.

Versement mobilité

Afin de financer la compétence mobilités, et notamment pour accompagner la mise en place de la délégation de service public, L'agglo a instauré le versement mobilité à compter du 1^{er} juillet 2022. Cette contribution est assise sur la masse salariale des employeurs qui comptent au moins 11 salariés relevant du périmètre de l'autorité organisatrice de la mobilité, selon un taux fixé par délibération.

Au vu des études réalisées pour L'agglo par le SCoT de la Vallée de l'Ariège fin 2020, le taux d'imposition retenu (0,6 % de la masse salariale) devait permettre de couvrir le besoin de financement du réseau de transport urbain, suivi au sein du budget annexe mobilité.

Force est de constater que les opérations de recouvrement menées par les Urssaf en 2022 et 2023 ne permettront de stabiliser les versements mensuels que sur les premières échéances de 2024, pour un montant annuel d'environ 1,62 M€. Le coût de la DSP étant estimé à environ 1,33 M€ en 2024, plus de 280 K€ seraient ainsi fléchés vers le budget principal de L'agglo. Toutefois, les échanges réguliers menés avec les Urssaf, et notamment les actions de relance ciblée, devraient permettre un rattrapage des cotisations dues mais non encore recouvrées (350 000 € de cotisations pour l'antériorité, venant abonder le budget principal).

	2022		2023		2024	
	Produit	%	Produit	%	Produit	%
Secteur public	355.162	71,3%	893.293	57,5%	889.824	55,0%
Secteur privé	142.913	28,7%	659.308	42,5%	726.936	45,0%
Total	498.075	100,0%	1.552.601	100,0%	1.616.760	100,0%

• Dotations

La dotation globale de fonctionnement (dotation d'intercommunalité et dotation de compensation) devrait se maintenir à un niveau proche de celui de 2023, du fait de l'abondement par l'État de 320 M€ destiné au financement de la péréquation en son sein :

- Légère hausse de la dotation d'intercommunalité, à + 5 % (780 000 €, + 37 000 €).
- Légère baisse de -1,5 % de la dotation de compensation (1,54 M€, - 23 000 €), suite aux arbitrages du comité des finances locales (écrêtement de la dotation de compensation, destiné à financer l'accroissement des dotations du bloc communal lié à la croissance démographique).

Concernant les participations de la Caf et de la MSA pour les établissements d'accueil du jeune enfant, le montant des prestations devraient nettement croître en 2024 ; le produit attendu s'élèverait ainsi à 2,335 M€ (+ 7,89 % par rapport à 2023).

La compensation versée par la région Occitanie pour le transfert de la compétence transports scolaires a été fixée en 2018 à 854 000 €. Elle n'est pas révisable.

• Loyers perçus

Perçus à raison de la mise à disposition de locaux de L'agglo, les loyers et provisions pour charges sont revus annuellement ; le montant cumulé devrait avoisiner les 290 000 € en 2024. Dans le détail :

- Gendarmerie à Varilhes : 81 000 €.
- Centre social à Varilhes : 41 000 €.
- Plate-forme technologique à Verniolle (zone Escoubétou 1) : 88 000 €.
- Restaurant des Forges à Montgailhard : 26 000 €.
- Syndicat mixte du Scot à Verniolle (antenne technique) : 10 000 €.
- Espace culturel Olivier Carol à Foix : redevances d'implantation des antennes-relais 15 000 € et loyers de location de salles 32 000 €.

3.1.2. Section d'investissement

Dans le cadre d'Agglo 2026, un projet pour notre territoire, plusieurs opérations majeures vont être lancées ou poursuivies en 2024. Celles-ci peuvent se scinder entre opérations d'investissement courant et projets à proprement parler.

Investissement courant

Dans cette catégorie prennent place les opérations reconduites annuellement, ou pour lesquels une enveloppe a été attribuée et répartie pour la durée du mandat.

S'inscrivent dans cette perspective :

- **Fonds de concours voirie**

La réforme du FCTVA à compter de l'exercice 2021 a contraint L'agglo à revoir les mouvements financiers entre elle et les communes membres, en vue du maintien sur le territoire du bénéfice de l'intégralité du fonds ; dorénavant, la participation communale est appelée pour le montant total des travaux réalisés sur la commune, L'agglo versant concomitamment une subvention égale à la part de DETR correspondante, augmentée du montant du fonds de concours. Les communes percevront *in fine* le FCTVA au titre des dépenses totales, en n+1 ou n+2 selon le régime de versement (plan de soutien de 2009/2010).

Ainsi les équilibres financiers entre fonds de concours de L'agglo et participation de chacune des communes sont maintenus, de même que l'attribution du FCTVA sur l'ensemble du programme de travaux de voirie.

Deux programmes arrivent à échéance en 2024 : le programme 2022, dont le solde était prévu initialement pour fin 2023 (inscription en restes à réaliser), et le programme 2023, dont les travaux s'achèveront à la fin du premier semestre. En complément, une enveloppe de 100 000 € de provision pour paiement des premières situations du programme de voirie 2024 est ouverte.

	Programme 2022	Programme 2023
Montant des travaux TTC	1.274.762,95	1.354.068,60
- Subvention DETR	318.478,00	327.233,32
= Reste à charge	956.284,95	1.026.835,28
- Participation de L'agglo	399.708,01	429.196,62
= Participation communale	556.576,94	597.638,66
- FCTVA (n+1 ou n+2)	209.112,10	222.121,39
= Net communes	347.464,84	375.517,27

Seul le fonds de concours versé à la commune de Foix est comptabilisé à part (hors mandat), pour un montant annuel de 61 559 €, inchangé.

- **Autres fonds de concours et subventions versées**

Plusieurs dispositifs sont ici visés :

- Le fonds de soutien à la ruralité, issu de l'enveloppe destinée à l'achat de matériel mutualisé, transformé en un fonds de concours pour les travaux communaux, réparti entre les communes de moins de 1 000 habitants selon des critères de péréquation : autorisation de programme pour 520 000 €, 150 000 € de crédits de paiement 2024.
- Le fonds de concours à destination des communes pour promouvoir l'usage du vélo, via des aménagements de voiries : compte-tenu du lancement de ce fonds, 20 000 € d'études sont affectés à cette action en 2024 ; 10 000 € de subvention aux particuliers pour l'achat d'un vélo à assistance électrique sont également prévus, dans le cadre du plan vélo.
- Les aides à l'immobilier d'entreprises sont dotées d'un montant socle d'attribution de subvention pour 100 000 € par an ; compte-tenu des projets validés sur les années passées, et du rythme de réalisation des travaux, environ 139 000 € seront versés en 2024.

- Les aides à la pierre, réparties entre logements sociaux communaux (70 000 €), logement locatif social et accession à la propriété (pas de crédits de paiement prévus pour 2024), et aides à l'amélioration de l'habitat privé (214 000 €).

- **Frais d'élaboration des documents d'urbanisme**

Comme vu dans la partie précédente, les travaux préparatoires à l'élaboration du PLUi-H est confiée à l'AUAT, la participation de L'agglo s'assimilant à une subvention de fonctionnement. En complément, d'autres dépenses d'urbanisme peuvent s'imputer en section d'investissement, au premier rang desquelles l'étude à mener dans le cadre de la procédure de site patrimonial remarquable (SPR), menée en cohérence et complémentarité avec le PLUi-H. La première étape de la démarche consiste en une étude préalable pour la définition du périmètre du SPR. Les crédits correspondants (40 000 €) sont ouverts sur l'exercice 2023, et reconduits pour 2024, sachant qu'une subvention est notifiée de la part de la Drac.

Pendant la durée d'élaboration du PLUi-H, les procédures de révision ou d'élaboration des documents d'urbanisme communaux sont menées par L'agglo, seule compétente en matière de « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ; les procédures engagées antérieurement au transfert de la compétence font l'objet d'un financement par la commune bénéficiaire, via une retenue ponctuelle sur attribution de compensation.

Pour l'année 2024, et compte-tenu des procédures anticipées, une enveloppe de 27 000 € est retenue, ainsi qu'une provision de 15 000 € pour procédures contentieuses éventuelles.

- **Au titre de l'exercice 2024, sont également prévus :**

- L'extension du fonds documentaire des médiathèques : 80 000 €.
- L'acquisition ou le renouvellement de matériel informatique et de logiciels : 80 000 €.
- Les travaux d'entretien du patrimoine : 430 000 €, en hausse au regard de l'année passée. Les dépenses se structurent en trois thématiques : économies d'énergie, sécurisation des sites et amélioration des équipements.
- La requalification des zones d'activités économiques se poursuit en 2024, avec un budget inchangé à 50 000 €.
- L'enveloppe annuelle pour travaux d'aménagement et entretien des crèches (50 000 €) est reconduite pour 2023 ; en complément, une étude de requalification du multi-accueil de Verniolle sera également menée (50 000 € de crédits de paiement ouverts pour maîtrise d'œuvre).
- L'équipement courant des services (renouvellement de matériel immobilisé) : 140 000 €.

Projets d'investissement nouveaux

Ces projets d'investissement regroupent des opérations ponctuelles, inscrites majoritairement dans le projet de territoire pour des montants conséquents ; le financement de ces actions fait généralement appel à des subventions, au FCTVA et à un autofinancement de L'agglo (épargne nette et/ou emprunt).

- **Construction d'une résidence autonomie à Foix**

Le projet, initié en 2020 avec le lancement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage achevée au cours du premier semestre 2021, s'est poursuivi avec le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre et en toute fin d'année le choix de l'architecte. L'année 2022 a permis la formalisation du projet définitif, le dépôt du permis de construire, et l'année 2023 l'attribution du marché de construction. La réalisation des travaux, dont l'achèvement était initialement prévu pour la fin de l'année 2024, est à ce jour suspendue aux résultats de l'étude d'archéologie préventive. Si l'issue en est favorable, les travaux pourront alors commencer mi-2024, pour s'achever fin 2025 / début 2026. Les crédits ouverts pour 2024 couvrent les premières factures aux entreprises de travaux.

Les marchés de travaux attribués en décembre 2023 couvrent une dépense de 6 200 000 €, dont la réalisation sera étalée sur 3 exercices (2024, 2025 et reliquat de réalisation en 2026). Le plan de

financement prévoit un taux de subventionnement de l'ordre de 30 %, réparti entre l'Etat (DETR et DSIL, estimé à 1 000 000 €), le département (545 000 €) et la Carsat (400 000 €).

	2020	2021	2022	2023	2024	2025/2026	TOTAL
TOTAL TTC	10.284,00	56.706,00	654.263,92	148.752,96	2.000.000,00	5.193.131,73	8.063.138,61

	2020	2021	2022	2023	2024	2025/2026	TOTAL
Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	600.000,00	1.374.905,00	1.974.905,00
<i>(Etat, CD09, Carsat, SDE09)</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>600.000,00</i>	<i>1.374.905,00</i>	<i>1.974.905,00</i>
FCTVA	0,00	0,00	47.618,54	24.401,44	328.080,00	851.881,33	1.251.981,30
Net Agglo	10.284,00	56.706,00	606.645,38	124.351,52	1.071.920,00	2.966.345,40	4.836.252,31
TOTAL TTC	10.284,00	56.706,00	654.263,92	148.752,96	2.000.000,00	5.193.131,73	8.063.138,61

- **Mobilités du quotidien**

La délégation de service public relative au transport urbain attribuée à l'été 2022 permet d'accroître de manière significative l'offre de service aux habitants. L'aménagement des points d'arrêts, qui n'est pas prévu dans le périmètre de la délégation, est porté sur le budget principal (la DSP étant suivie au sein du budget annexe mobilité). La matérialisation des points d'arrêt lancée prioritairement doit être poursuivie, au moins pour les principaux d'entre eux, par des travaux d'aménagement nécessaires à l'accessibilité des usagers au service (poteau indicateur, signalisation au sol, voire quai d'accès) ; les crédits correspondants sont répartis sur les prochains exercices, selon l'étendue du réseau de transport, mais également la qualité des aménagements. 20 000 € de maîtrise d'œuvre sont fléchés sur l'année 2024.

Second projet d'ampleur, la création d'un pôle d'échanges multimodal autour de la gare ferroviaire de Varilhes, pour un montant total prévisionnel d'1,362 M€ (1,292 M€ de travaux et 69 000 € de maîtrise d'œuvre). Compte-tenu des procédures en cours auprès des divers partenaires (SNCF, commune...), la réalisation de l'équipement commencera en 2024 pour achèvement en 2025 ; une autorisation de programme viendra assurer la pluri-annualité de l'opération, dont 900 000 € de crédits de paiement seront ouverts en 2024. 660 000 € (53 % du montant des travaux HT) de subventions sont attendus sur l'opération, provenant de l'Etat (160 000 €), de la Région Occitanie (346 000 €) et du Département de l'Ariège (80 000 €), ainsi qu'une participation de la commune de Varilhes pour les espaces relevant de sa compétence (80 000 €), selon la réalisation des travaux (soit une inscription budgétaire de 400 000 € d'acomptes).

	2024	2025	TOTAL
TOTAL TTC	900.000,00	461.760,00	1.361.760,00

	2024	2025	TOTAL
Subventions	400.000,00	266.569,00	666.569,00
<i>(Etat, Région, CD09, commune)</i>	<i>400.000,00</i>	<i>266.569,00</i>	<i>666.569,00</i>
FCTVA	147.636,00	75.747,11	223.383,11
Net Agglo	352.364,00	119.443,89	471.807,89
TOTAL TTC	900.000,00	461.760,00	1.361.760,00

Enfin, L'agglo souhaite se porter acquéreur du foncier et du bâtiment actuellement utilisé en location par Kéolis à Foix dans le cadre de la DSP de transport urbain (L'agglo-bus), dans une optique de maîtrise d'ensemble des moyens techniques du service. Les premières estimations, en attente de prix de vente officiel, avoisinent les 460 000 € (frais d'actes inclus).

- **Programme de réhabilitation de la médiathèque à Foix**

La réhabilitation de la médiathèque centre du réseau a débuté en 2023, par l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre, pour un montant de 76 000 € ; les travaux de rénovation s'étageront entre 2024 et 2025, pour un montant prévisionnel cumulé de 1,5 M€, dont 100 000 € de crédits de paiement en 2024.

Tant l'État (Drac) que la Région et le Département sont sollicités, en vue d'atteindre un taux de financement de 80 % (soit 1 M€ attendus).

- **Les Forges de Pyrène**

La transformation de l'espace Guy Destrem en centre de conférences sur le site des Forges, en complémentarité avec la vocation d'accueil touristique, a commencé fin 2021 par les premières études et l'acquisition de matériel de visioconférence de qualité. 2,1 M€ sont prévus au total d'ici 2025, dont dès cette année 50 000 € pour mener à bien le recrutement de l'équipe de maîtrise d'œuvre (procédure de concours).

- **Intervention sur la salle omnisport à Ferrières**

Equipement sportif d'envergure, de par sa capacité à accueillir des événements sportifs de niveau départemental, régional voire national, la salle omnisports à Ferrières souffre de défauts de construction, ayant occasionné plusieurs séries de désordres et sinistres, nécessitant des travaux de réhabilitation, afin de pouvoir lui conserver ainsi sa pleine utilisation. Un marché de travaux relatif à la rénovation de la salle a été attribué en décembre 2023, pour un coût global de 240 000 €, financé partiellement par les assureurs des entreprises reconnues responsables de malfaçons.

- **Schéma directeur des eaux pluviales urbaines**

Le schéma directeur élaboré à l'échelle du territoire a permis de recenser le patrimoine communal existant et d'évaluer les programmes de travaux pour mise aux normes du réseaux et renouvellement des équipements existants.

Une enveloppe provisionnelle de 100 000 € de travaux est ouverte pour l'exercice 2024, en autofinancement (financement de la compétence par ajustement des attributions de compensation communales). Une fois la programmation des travaux arrêtée, des financements pourront être recherchés, notamment auprès de l'État (DETR).

- **Au titre de l'exercice 2024, sont également prévus :**

- La poursuite des études en vue de la construction d'un cinéma à Foix : frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour 30 000 €, en vue de lancer une procédure de concours en 2025.
- L'achèvement des travaux de réaménagement du rond-point de Peysales, pour un montant de 720 000 € ; lancée depuis trois ans, l'opération est équilibrée financièrement, grâce notamment au versement d'un PUP (projet urbain partenarial) par l'entreprise Immo-mousquetaires bénéficiaire des aménagements et une subvention de l'État (DETR).

3.2. Budget annexe zones d'activités économiques

Les travaux de démolition et d'aménagement des dernières parcelles de la zone de Joulieu 2 ont été achevés en 2023, permettant la commercialisation des lots en cours d'année 2024.

Concernant la zone de Péliou, les études préalables à l'aménagement de la zone, prévues initialement en 2022, seront lancées en 2024. Une enveloppe de 2,8 M€ a été dédiée dans le projet de territoire, sur les années 2025 à 2026.

	2022	2023	2024	2025	2026 et s.	TOTAL
TOTAL TTC	36.347,59	50.000,00	200.000,00	1.350.000,00	1.200.000,00	2.836.347,59

	2022	2023	2024	2025	2026 et s.	TOTAL
Subventions	0,00	0,00	180.000,00	200.000,00	268.000,00	648.000,00
... DETR	0,00	0,00	180.000,00	200.000,00	268.000,00	648.000,00
Cession	0,00	0,00	0,00	0,00	1.960.000,00	1.960.000,00
Net Agglo	36.347,59	50.000,00	20.000,00	1.150.000,00	-1.028.000,00	228.347,59
TOTAL TTC	36.347,59	50.000,00	200.000,00	1.350.000,00	1.200.000,00	2.836.347,59

Envoyé en préfecture le 11/03/2024

Reçu en préfecture le 11/03/2024

Publié le 11/03/2024

ID : 009-200067791-20240306-2024_DC_021-BF



Enfin, sont également budgétés les crédits nécessaires à l'acquisition de terrains nus dans la zone de Permilhac (Foix). Suite à l'acquisition, les terrains feront l'objet d'étude en vue de les céder à des entreprises commerciales dans le respect de l'équilibre avec les commerces des centre-bourgs, dans le cadre de la compétence d'aménagement des zones d'activités intercommunales. L'opération fait l'objet d'une autorisation d'engagement pluriannuelle, pour un montant prévisionnel de 500 000 € pour la période 2023-2026 (450 000 € de crédits de paiement 2024 pour l'achat, en principal et frais).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaireSéance du 6 mars 2024 à 18h30**2024/022 Politique de la ville / Convention de gestion de services avec la ville de Foix pour l'exercice de la compétence**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	50	8	58	58	0	0

Par suite d'une convocation en date du 29 février 2024 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

PRESENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arbaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Cousa), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Marine Bordes (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales
 Jérôme Azéma (Foix) procuration à Anne-Sophie Tribout
 Lawrence Bories (Foix) procuration à Morgane Pommiès
 Elisabeth Clain (Foix) procuration à Florence Rouch
 Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Francis Authié
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

2024/022**Politique de la ville / Convention de gestion de services avec la ville de Foix pour l'exercice de la compétence**

Rapporteur : Jean-Paul Alba

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant qu'un nouveau contrat de ville intitulé « Engagements Quartiers 2030 » sur le périmètre modifié « Foix centre ancien-quartier de la gare » doit être conclu avant le 31 mars 2024 pour une période de 6 ans, soit jusqu'au 31 mars 2030 ;

Considérant qu'en application des dispositions des articles L5215-27 et L5216-7-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une communauté d'agglomération peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivités territoriale ou établissement public. L'agglo Foix – Varilhes exerce, depuis sa création le 1^{er} janvier 2017, la compétence « politique de la ville », conformément à l'article L 5216-5 du CGCT ;

Considérant que dans le cadre d'une bonne organisation des services, L'agglo Foix-Varilhes souhaite confier à la commune de Foix, au titre de l'article L. 5216-7-1 du CGCT, la gestion du service politique de la ville dans le cadre de la compétence « politique de la ville », notamment la mise en œuvre et l'évaluation du prochain contrat de ville intitulé « Engagements Quartiers 2030 » ;

Considérant que dans le cadre des précédentes conventions signées le 1^{er} septembre 2017 et 1^{er} septembre 2019, une organisation a été mise en place au niveau local, tant en termes de gouvernance politique que de management technique avec la structuration d'une équipe projet et que cette gouvernance sera renouvelée pour le nouveau contrat de ville 2024-2030 ;

Considérant que les missions exercées par la commune pour le compte de L'agglo au titre de la gestion de la compétence politique de la ville ne donneront lieu à aucun remboursement de la part de L'agglo, sauf dépense exceptionnelle qui serait engagée avec l'accord formel et préalable de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant qu'il est proposé de signer la présente convention de gestion de service pour une durée d'une année renouvelable deux fois, soit trois années.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

Article 1 : **APPROUVE** la signature de la convention de gestion de services jointe en annexe dans le cadre de l'exercice de la compétence « politique de la ville ».

Article 2 : **AUTORISE** le président à engager toute démarche et à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 6 mars 2024

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Envoyé en préfecture le 11/03/2024

Reçu en préfecture le 11/03/2024

Publié le 11/03/2024

ID : 009-200067791-20240306-2024_DC_022-DE



Pour extrait conforme
Le président,
Thomas Fromentin

A large, handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Thomas Fromentin', written over a circular stamp.



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CONVENTION DE GESTION DE SERVICE DANS LE CADRE DE L'EXERCICE DE LA COMPETENCE « POLITIQUE DE LA VILLE »

ENTRE

La Communauté d'agglomération Pays Foix – Varilhes,

Dont le siège est fixé 1a, avenue du Général de Gaulle, 09000 Foix,

Représenté par son président Thomas Fromentin dûment habilité à signer la présente convention par une délibération du conseil communautaire en date du ,

D'une part

ET

La Commune de Foix,

Représentée par sa maire Marine Bordes, dûment habilitée à signer la présente convention par une délibération du conseil municipal en date du 12 février 2024.

D'autre part.

PREAMBULE

En application des dispositions des articles L5215-27 et L5216-7-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une communauté d'agglomération peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivités territoriale ou établissement public.

Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la communauté d'agglomération la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions.

La communauté d'agglomération Pays Foix – Varilhes exerce, depuis sa création le 1^{er} janvier 2017, la compétence « politique de la ville », conformément à l'article L 5216-5 du CGCT.

Considérant, qu'un nouveau contrat de ville intitulé « Engagements Quartiers 2030 » sur le périmètre modifié « Foix Centre ancien-quartier de la gare » conformément au décret n°2023-1314 du 28 décembre 2023, doit être conclu avant le 31 mars 2024 pour une période de 6 ans, soit jusqu'au 31 mars 2030,

Il est proposé de signer une convention de gestion de service dans le cadre de l'exercice de la compétence « politique de la ville », dans des termes identiques à ceux des conventions successives signées depuis 2017 mais sur une durée de une année renouvelable deux fois.

ARTICLE 1^{ER} : OBJET ET PERIMETRE DE LA CONVENTION

Dans le cadre d'une bonne organisation des services, la communauté d'agglomération confie à la commune de Foix qui l'accepte, au titre de l'article L. 5216-7-1 du CGCT, la gestion du service politique de la ville dans le cadre de la compétence « politique de la ville », notamment la mise en œuvre et l'évaluation du contrat de ville .

ARTICLE 2 : MODALITES D'ORGANISATION DES MISSIONS

La gouvernance du contrat de ville et du renouvellement urbain favorise l'articulation entre la communauté d'agglomération et la commune.

Les réunions des instances officielles sont convoquées conjointement par la communauté d'agglomération et la commune.

La commune exerce les missions objet de la présente convention au nom et pour le compte de la communauté d'agglomération. Elle s'engage à respecter l'ensemble des normes,

procédures et réglementations applicables ainsi que tout texte juridiquement opposable dans l'exercice de la compétence qui lui incombe au titre de la présente convention.

Les élus et techniciens de la communauté d'agglomération et de la commune participent aux différentes instances, groupes de travail, réunions thématiques.

La commune met en œuvre tous les moyens nécessaires au bon exercice de la compétence qui lui est confiée :

- elle assure le suivi administratif et réglementaire du contrat de ville
- elle porte la mission d'ensemblier du contrat de ville, à ce titre, elle peut être amenée à s'appuyer sur l'ingénierie des partenaires au contrat de ville dont la communauté d'agglomération.

Les missions qui seront, à titre transitoire, exercées par la commune s'appuieront notamment sur :

- les prestations assurées en régie par la commune, par du personnel affecté par celle-ci auxdites missions ;
- les moyens matériels nécessaires à leur exercice ;
- les contrats passés par la commune pour leur exercice.

ARTICLE 3 : PERSONNELS ET SERVICES

Les personnels exerçant tout ou partie de leurs missions pour l'exercice de la compétence objet de la présente convention demeurent sous l'autorité hiérarchique du maire, en application des dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, et sous son autorité fonctionnelle.

Toute modification du tableau des effectifs et des emplois relatifs à la compétence objet de la présente convention fera l'objet d'une consultation préalable de la communauté d'agglomération.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES, COMPTABLES ET BUDGETAIRES

Article 4.1 : rémunération

L'exercice par la commune de la compétence objet de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

Article 4.2 : dépenses et recettes liées à l'exercice de la compétence

La commune engage et mandate les dépenses et encaisse les recettes liées à l'exercice de la compétence objet de la présente convention et dans le cadre des montants mentionnés à l'article 2.

La commune s'acquitte des remboursements d'échéances des emprunts historiques, des impôts, taxes et redevances associés, ainsi que de la TVA, dans les cas où la réglementation l'impose. S'il y a lieu, elle procède aux déclarations de TVA auprès des services fiscaux pour les secteurs assujettis à TVA.

Les dépenses concernées au titre de la présente convention sont les dépenses strictement nécessaires à l'exercice de la compétence exercée.

Article 4.3 : modalités de remboursement

Les charges inhérentes à cette compétence n'ayant pas fait à ce jour d'évaluation ni de retenue au titre des attributions de compensation, les missions exercées par la commune pour le compte de la communauté d'agglomération au titre de la gestion de la compétence politique de la ville ne donneront lieu à aucun remboursement de la part de la communauté d'agglomération, sauf dépense exceptionnelle qui serait engagée avec l'accord formel et préalable de la communauté d'agglomération.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITES

La commune est responsable, à l'égard de la communauté et des tiers, des éventuels dommages de tous ordres résultant de ses obligations ou du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

Article 6.1 : documents de suivi

La commune effectue un compte rendu annuel d'information sur l'exécution de la présente convention qu'elle transmet à la communauté d'agglomération.

Article 6.2 : contrôle

La communauté d'agglomération exerce un contrôle de la convention sur la base des documents mentionnés à l'article 6.1.

En outre, la communauté d'agglomération se réserve le droit d'effectuer, à tout moment, tout contrôle qu'elle estime nécessaire. La commune devra donc laisser libre accès, à la communauté d'agglomération et à ses agents, à toutes les informations concernant la réalisation des missions objet de la présente convention.

ARTICLE 7 : ENTREE EN VIGUEUR, DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} avril 2024 pour une durée d'un an renouvelable une fois de manière expresse pour la même durée. Dans ce cadre, l'exécutif de la plus diligente des parties fait part de son souhait par courrier de renouveler la convention au plus tard un mois avant son expiration ; sauf opposition par courrier de l'exécutif de l'autre partie, dans un délai de 15 jours, la convention est renouvelée.

Elle pourra être résiliée avant son terme dans l'une des hypothèses suivantes :

- par délibération du conseil communautaire, dès lors que les conditions d'un exercice satisfaisant de la compétence seront réunies et que les comités techniques auront été consultés ;
- par l'une des parties, en cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'autre partie, 30 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effets ;
- par accord entre les parties moyennant le respect d'un préavis de 2 mois.

ARTICLE 8 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend au tribunal administratif compétent.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à Foix, le

Pour
La communauté d'agglomération
Pays Foix – Varilhes
Le Président
Thomas FROMENTIN

Pour
La commune de Foix

La Maire
Marine BORDES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 6 mars 2024 à 18h30

2024/023 Commande publique / Administration générale - Attribution de l'accord-cadre pour la fourniture, l'installation et la maintenance de défibrillateurs

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	49	8	57	57	0	0

Par suite d'une convocation en date du 29 février 2024 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

PRESENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arbaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Marine Bordes (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales
 Jérôme Azéma (Foix) procuration à Anne-Sophie Tribout
 Lawrence Bories (Foix) procuration à Morgane Pommiès
 Elisabeth Clain (Foix) procuration à Florence Rouch
 Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Francis Authié
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Paul Hoyer (Ferrières), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

2024/023

Commande publique / Administration générale - Attribution de l'accord-cadre pour la fourniture, l'installation et la maintenance de défibrillateurs

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 ;

Vu les statuts de L'agglomération Foix-Varilhes ;

Vu l'avis de la commission des Maps réunie le 4 mars 2024 ;

Considérant qu'afin de répondre aux exigences des articles L.123-5 et L.123-6 du code de la construction et de l'habitation, et de l'article L.5233-1 du code de la santé publique, il est nécessaire pour L'agglomération Foix-Varilhes, de se doter et d'entretenir les défibrillateurs automatisés externes (DAE) installés dans ses différents bâtiments et notamment dans les bâtiments les plus fréquentés ;

Considérant la mise en concurrence avec publicité effectuée le 16 janvier 2024 sur le profil acheteur marches-publics.info et le 18 janvier 2024 sur la Dépêche du midi ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 14 février 2024 à 17h ;

Considérant les offres reçues et la proposition de classement des offres ;

Considérant le rapport d'analyse des offres ;

Considérant l'offre de la société SCHILLER France d'un montant estimatif de 11920 € HT pour un an et répondant aux besoins formulés dans le cahier des charges et aux attentes de L'agglomération Foix-Varilhes en la matière ;

Considérant l'estimation globale de l'accord-cadre à hauteur de 60 000 € HT maximum (pour une durée d'un an renouvelable trois fois pour la même durée, soit une durée maximale toutes périodes confondues maximale de 4 ans) ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

Article 1 : ATTRIBUE l'accord-cadre pour la fourniture, l'installation et la maintenance de défibrillateurs à la société SCHILLER France pour une durée d'un an renouvelable trois fois pour la même durée, soit une durée toutes périodes confondues de 4 ans maximum pour des montants de :

- 60 000 € HT maximum

Soit, pour chaque période de 1 an : 15 000 € HT maximum.

Article 2 : AUTORISE le président à signer l'accord-cadre pour la fourniture, l'installation et la maintenance de défibrillateurs et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Article 3 : PRÉCISE que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 6 mars 2024

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Envoyé en préfecture le 11/03/2024

Reçu en préfecture le 11/03/2024

Publié le 11/03/2024

ID : 009-200067791-20240306-2024_DC_023-DE



Pour extrait conforme
Le président,
Thomas Fromentin

A large, stylized handwritten signature in blue ink, appearing to be 'TF'.



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglomération Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 6 mars 2024 à 18h30

2024/024 Ressources humaines / Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	49	8	57	57	0	0

Par suite d'une convocation en date du 29 février 2024 les membres composant le conseil de L'agglomération Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

PRESENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arbaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Marine Bordes (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales
 Jérôme Azéma (Foix) procuration à Anne-Sophie Tribout
 Lawrence Bories (Foix) procuration à Morgane Pommiès
 Elisabeth Clain (Foix) procuration à Florence Rouch
 Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Francis Authié
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Paul Hoyer (Ferrières), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

2024/024

Ressources humaines / Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L714 à L714-13 ;

Vu le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale dont la rémunération brute du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 est inférieure ou égale à 39 000€ ;

Considérant que pour bénéficier de la prime exceptionnelle pouvoir d'achat, les agents publics (titulaires, stagiaires ou contractuels de droit public) doivent remplir les conditions cumulatives suivantes :

- Avoir été nommés ou recrutés à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023.
- Être employés et rémunérés au 30 juin 2023.
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000€ au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Considérant la projection d'un versement de prime en mars 2024, lesdits agents doivent également être employés et rémunérés en mars 2024 ;

Vu l'avis favorable en comité social territorial réuni le 12 février 2024, portant sur le versement d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle, sous conditions, pour soutenir les agents publics face à l'inflation ;

Il est proposé à l'assemblée d'assurer l'entrée en vigueur des modalités d'attributions individuelles suivantes, à compter des traitements de paie de mars 2024 et en fonction de la rémunération brute calculée selon les modalités ci-dessus. Le montant de cette prime sera de :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700€	800€
Supérieure à 23 700€ et inférieure ou égale à 27 300€	700€
Supérieure à 27 300€ et inférieure ou égale à 29 160€	600€
Supérieure à 29 160€ et inférieure ou égale à 30 840€	500€
Supérieure à 30 840€ et inférieure ou égale à 32 280€	400€
Supérieure à 32 280€ et inférieure ou égale à 33 600€	350€
Supérieure à 33 600€ et inférieure ou égale à 39 000€	300€

Le montant de cette prime exceptionnelle de pouvoir d'achat est proratisé en fonction du temps de travail et de la durée d'emploi sur la période de référence du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

Article 1 : **APPROUVE** le versement d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle selon les modalités évoquées ci-dessus, à compter des traitements de paie de mars 2024.

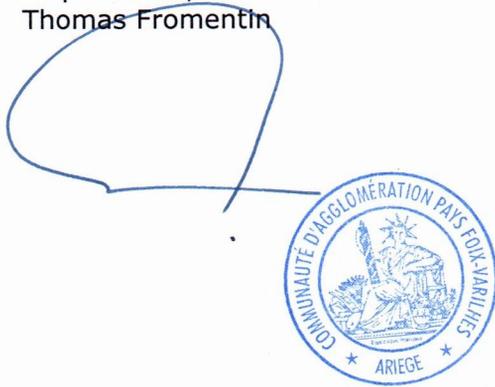
Article 2 : **AUTORISE** le président à signer au nom et pour le compte de L'agglo Foix-Varilhes, tout document nécessaire à l'exécution de cette action.

Article 3 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 6 mars 2024

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme
Le président,
Thomas Fromentin



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 6 mars 2024 à 18h30

2024/025 Ressources humaines / Suppression de postes pour mise à jour du tableau des effectifs

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	49	8	57	57	0	0

Par suite d'une convocation en date du 29 février 2024 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

PRESENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quanon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Marine Bordes (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales
 Jérôme Azéma (Foix) procuration à Anne-Sophie Tribout
 Lawrence Bories (Foix) procuration à Morgane Pommiès
 Elisabeth Clain (Foix) procuration à Florence Rouch
 Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Francis Authié
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Paul Hoyer (Ferrières), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

2024/025**Ressources humaines / Suppression de postes pour mise à jour du tableau des effectifs**

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L.313-1 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant que chaque collectivité ou établissement crée les emplois par le biais de l'organe délibérant ;

Compte-tenu notamment de décisions d'avancement de grades, de nominations après réussites à concours, de départs en retraite remplacés sur d'autres grades ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial (CST) de L'agglo Foix-Varilhes du 12 février 2024 sur la proposition de suppression de postes vacants en vue de mettre à jour le tableau des effectifs ;

Il est proposé à l'assemblée de supprimer les postes suivants afin de procéder à une mise à jour du tableau des effectifs.

Nombre de poste	Catégorie	Grade	Temps de travail
1	B	Rédacteur principal 2° classe	35h
1	B	Animateur	35h
1	B	Assistant artistique principal 2° cl	6h
1	A	Psychologue classe normale	9h
1	A	Educateur jeunes enfants	28h
1	C	Agent social principal 1° classe	35h
1	C	Agent social principal 2° classe	35h
1	B	Technicien	35h
1	C	Agent de maîtrise	35h

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

Article 1 : **SUPPRIME** les postes détaillés dans le tableau ci-dessus.

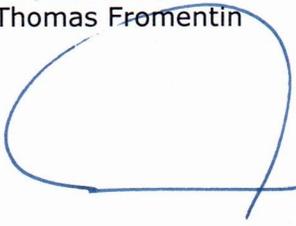
Article 2 : **ACTE** le tableau des effectifs modifié, eu égard à ces suppressions, selon l'état joint à la présente délibération.

Article 3 : **AUTORISE** le président à signer au nom et pour le compte de L'agglo Foix-Varilhes, tout document nécessaire à l'exécution de cette action.

Fait et délibéré, le 6 mars 2024

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme
Le président,
Thomas Fromentin



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

	Emplois permanents	Catégorie	Nb postes créés	Effectif pourvu	ETP pourvus	Don	pourvu	titulaire
Empl. fonct.	Dir. généré des sces 20 à 40.000 hab	A	1	1	1			
	Dir. généré adjoint	A	1	1	1			
Filière administrative	Attaché hors classe	A	2	1	1			
	Attaché principal	A	1	1	1			
	Attaché	A	13	11	11			2 art. 3-3 2° / 5 CDI
	Rédacteur principal 1° classe	B	3	3	3			1 CDD art. 3-3 4°
	Rédacteur principal 2° classe	B	3	2	2			
	Rédacteur	B	5	4	4			1 CDI / 2 CDD art. 3-2
	Adjoint administratif ppal 1° classe	C	8	8	8			
Adjoint administratif ppal 2° classe	C	2	1	1				
Adjoint administratif	C	7	6	5,69		1 à 24h		
Filière animation	Animateur ppal 1° cl	B	1	1	1			
	Animateur ppal 2° cl.	B	1	0	0			
	Animateur	B	1	1	0			
	Adjoint d'animation ppal 1° classe	C	2	1	1			
	Adjoint d'animation ppal 2° classe	C	5	1	1			1 à 17h30
Adjoint d'animation	C	6	5	3,24		2 à 13.73, 1 à 16h		
Filière culturelle	Bibliothécaire ppal	A	1	0	0			
	Bibliothécaire	A	1	1	1			
	Assistant conservation ppal 1° cl.	B	3	2	2			
	Assistant conservation ppal 2° cl.	B	2	1	1			
	Assistant de conservation	B	1	0	0			
	Assistant d'ens. artist. ppal 1° cl.	B	5	4	3,5		1 à 10/20	
	Assistant d'ens. artist. ppal 2° cl.	B	9	9	5,55		x15/20, 1x10/20, 1x11,5/20, 2x3/20, 1x14,5/20, 1x14/20	4 CDI art. 3-3 + 1 CDD 3-3-4
	Assistant d'enseignement artist.	B	2	2	1,95		1x19/20	
Adjoint du patrimoine ppal 1° cl.	C	6	4	3,77		1 à 27h		
Adjoint du patrimoine ppal 2° cl.	C	8	7	5,34		2 à 31h30, 1 à 19h		
Adjoint du patrimoine	C	6	5	4,5		1 à 17h30		
Filière médico-sociale	Psychologue de classe normale	A	3	2	0,50		1 à 8h30 / 1 à 9h	1 CDD 3-3 4°
	Puéricultrice hors classe	A	2	1	1			1 CDD 3-2°
	Puéricultrice	A	1	0	0			
	Infirmière soins généré. hors classe	A	1	0	0			
	Infirmière soins généraux	A	6	6	6			2 CDI, 1 CDD 3-3 4°
	Auxiliaire puér. cl supérieure	B	4	3	3			
	Auxiliaire puér. cl normale	B	15	14	14			5 CDI + 5 CDD art. 3-3 2°
Filière sociale	Assistant socio-éducatif	A	1	1	1			1 CDI
	Educateur jeunes enfants cl except	A	6	4	3,8		1 à 28h	
	Educateur jeunes enfants	A	21	19	18,5		1 à 17h30	12 CDI + 5 CDD 3-3 2°
	Aq. spéc ppal 1° cl écoles mat.	C	1	1	1			
	Agent social principal 1° classe	C	2	1	1,00			
	Agent social principal 2° classe	C	2	1	1			
Agent social	C	7	7	7				
Filière sport.	Educateur APS ppal 1° classe	B	3	3	3			
	Educateur APS ppal 2° classe	B	3	2	2			
	Educateur APS	B	2	1	1			
Filière technique	Ingénieur principal	A	1	0	0			
	Ingénieur	A	5	4	4			2 CDD art 3-3 4°
	Technicien principal 1° classe	B	3	2	2			
	Technicien principal 2° classe	B	2	1	1			
	Technicien	B	2	1	1			
	Agent de maîtrise ppal	C	7	5	5			
	Agent de maîtrise	C	1	0	0			
	Adjoint technique ppal 1° classe	C	7	6	6			
	Adjoint technique ppal 2° classe	C	4	2	1,8		1x28h	
	Adjoint technique	C	17	15	14,91		1x32h	
Hor s fil.	Assistantes maternelles	NC	8	7	7			7 CDI ass mat
	Contrat de projet_ A. Attaché	A	1	0	0			
Empl. spéc. non perm.	Contrat de projet_ B. Technicien	B	1	1	1			
	TOTAUX		245	191	179,05			

TOTAUX AGGLO + CIAS	261	205	192,22
----------------------------	------------	------------	---------------

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 6 mars 2024 à 18h30

2024/026 Ressources humaines / Evolution des modalités de mise en œuvre de contrats d'apprentissage

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	49	8	57	57	0	0

Par suite d'une convocation en date du 29 février 2024 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

PRESENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arbaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Marine Bordes (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales
Jérôme Azéma (Foix) procuration à Anne-Sophie Tribout
Lawrence Bories (Foix) procuration à Morgane Pommiès
Elisabeth Clain (Foix) procuration à Florence Rouch
Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Francis Authié
Aurélié Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux
Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague
Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Paul Hoyer (Ferrières), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

2024/026

Ressources humaines / Evolution des modalités de mise en œuvre de contrats d'apprentissage

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code du travail, et en particulier les articles L. 6211-1 et suivants, les articles D. 6211-1 et suivants ;

Vu la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

Vu l'ordonnance n°2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle ;

Vu le décret n°2016-1998 du 30 décembre 2016 fixant la liste des collectivités territoriales autorisées à participer aux expérimentations prévues aux articles 76 et 77 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

Vu le décret n°2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant ;

Vu le décret n°2022-280 du 28 février 2022 relatif aux modalités de versement aux centres de formation des apprentis des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant et par le CNFPT, portant notamment mise en place d'une cotisation obligatoire « CNFPT apprenti » depuis le 1^{er} janvier 2022 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les délibérations n°2022/091 du 29 juin 2022 et n°2023/118 du 5 juillet 2023, fixant les modalités de mise en œuvre de contrats d'apprentissage au sein de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu l'avis du comité social territorial (CST) commun L'agglo-CIAS en date du 12 février 2024 ;

Considérant la forte implication de plusieurs services de L'agglo Foix-Varilhes quant à l'accompagnement de jeunes profils dans le cadre de contrats d'apprentissage ;

Considérant que le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé par lequel l'employeur s'engage, outre le versement d'un salaire, à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, dispensée pour partie en entreprise et pour partie en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage (article L. 6221-1 du code du travail). L'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat, et à suivre cette formation ;

Considérant que l'apprentissage permet notamment à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

Considérant que la rémunération est versée à l'apprenti en tenant compte de son âge et de sa progression dans le ou les cycles de formation qu'il poursuit ;

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

Considérant qu'en cas d'apprentissage aménagé, le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Ariège et le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) accompagnent sur les plans financier, administratif et technique les collectivités et établissements territoriaux dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance de travailleur handicapé ;

Considérant qu'il revient à l'assemblée délibérante de délibérer sur la possibilité de recourir aux contrats d'apprentissage ;

Il est proposé à l'assemblée de définir les modalités suivantes visant à la signature de contrats d'apprentissage, avec application dès délibération rendue exécutoire :

- Possibilité de contractualiser jusqu'à 9 engagements simultanés au sein de L'agglo Foix-Varilhes, selon les détails ci-après.
- Possibilité de positionner les apprentis sur des besoins non permanents, même s'ils doivent être inclus dans le personnel encadrant sur les services précisés ci-après.
- Au vu des accompagnements nécessaires (ressources humaines, managériaux et de tutorat), il ne peut pas y avoir au sein d'un même service ce type de contrat en sus d'un autre emploi demandant un accompagnement fort (emploi aidé, service civique, stage étudiant).
- Formation de maître d'apprentissage fortement encouragée.
- Les recrutements sont autorisés au sein des services et pour les fonctions suivantes :

Postes simultanés	Exigence avant apprentissage permettant l'intégration dans l'encadrement	Service d'accueil d'apprenti	Métier cible	Diplôme ou titre préparé	Durée de formation
6 postes	CAP petite enfance	Multi-accueils petite enfance	Assistant d'accueil en petite enfance	Diplôme d'État auxiliaire de puériculture	1 an
			Educateur de jeunes enfants	Diplôme d'État éducateur de jeunes enfants	1 à 3 ans
1 poste	BNSSA	Centre aquatique	Maître-nageur	Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation et du sport	1 an
2 postes	-	Pôle ressources humaines	Gestionnaire de ressources humaines	Licence professionnelle RH	1 an
				Master RH	1 à 3 ans
		Communication	Chargé de communication	Licence en communication	1 an
				Master en communication	1 à 3 ans

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

Article 1 : **RECOURT** aux contrats d'apprentissage, selon les modalités définies ci-dessus.

Article 2 : **AUTORISE** le président à signer au nom et pour le compte de L'agglo Foix-Varilhes, tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 6 mars 2024

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme
Le président,
Thomas Fromentin



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 6 mars 2024 à 18h30

2024/027 Ressources humaines / Action sociale - révision de la participation aux contrats individuels labellisés de prévoyance

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	49	8	57	57	0	0

Par suite d'une convocation en date du 29 février 2024 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

PRESENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arboux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Cousa), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Marine Bordes (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales
Jérôme Azéma (Foix) procuration à Anne-Sophie Tribout
Lawrence Bories (Foix) procuration à Morgane Pommiès
Elisabeth Clain (Foix) procuration à Florence Rouch
Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Francis Authié
Aurélié Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux
Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague
Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Paul Hoyer (Ferrières), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

2024/027

Ressources humaines / Action sociale - révision de la participation aux contrats individuels labellisés de prévoyance

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment l'article L 827-9, prévoyant que les collectivités et leurs établissements publics participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident (santé) ainsi que les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès (prévoyance) auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent dans les conditions définies à l'article L 827-10 et/ou L 827-11 du code général de la fonction publique ;

Vu la délibération du 5 juillet 2017 portant mise en place d'actions sociales auprès du personnel sur emploi permanent de L'agglo Foix-Varilhes, en termes de participations aux contrats labellisés en santé et en prévoyance ;

Considérant les modalités en vigueur quant aux participations aux contrats individuels labellisés de prévoyance, notamment la fixation de droits individuels, eu égard le niveau de rémunération brute des agents bénéficiaires ;

Considérant la volonté de maintenir une différenciation de participation selon le niveau de rémunération des agents bénéficiaires ;

Considérant les revalorisations indiciaires et de point d'indice intervenues entre 2022 et 2023, portant une forte diminution des niveaux de droits desdits bénéficiaires ;

Vu l'avis favorable en comité social territorial réuni le 12 février 2024, portant révision des montants et modalités d'attribution des droits individuels en termes de participations aux contrats labellisés en prévoyance ;

Il est proposé à l'assemblée d'assurer l'entrée en vigueur des modalités d'attributions individuelles suivantes, à compter des traitements de paies de mars 2024 :

Tranche inférieure en brut	Tranche supérieure en brut	Montant participation brute mensuelle
0€	2 200€	15€
2 201€	2 500€	14€
2 501€	3 000€	12€
3 001€		11€

Il est proposé de ne pas modifier les modalités de gestion :

- Le droit est ouvert au maximum sur une année civile.
- Un justificatif individuel, adapté et complet est exigé annuellement.
- Le versement est adapté au prorata de rémunération, le cas échéant (temps non complets et temps partiels).

La présente délibération ne vient pas en application de l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 introduisant notamment le caractère obligatoire de cette participation à compter du 1^{er} janvier 2025 s'agissant de la prévoyance. Ce sujet sera présenté à l'assemblée ultérieurement, selon l'avancée des textes législatifs attendus.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

Article 1 : **APPROUVE** la révision des participations à contrats individuels labellisés de prévoyance telle que repris ci-après, à compter des traitements de paies de mars 2024 :

Tranche inférieure en brut	Tranche supérieure en brut	Montant participation brute mensuelle
0€	2 200€	15€
2 201€	2 500€	14€
2 501€	3 000€	12€
3 001€		11€

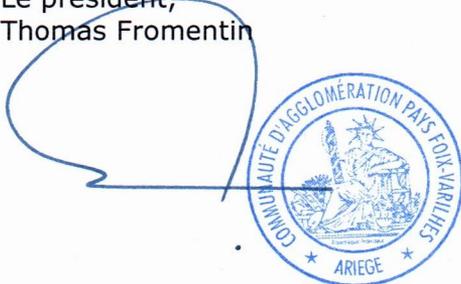
Article 2 : **AUTORISE** le président à signer au nom et pour le compte de L'agglomération Foix-Varilhes, tout document nécessaire à l'exécution de cette action sociale.

Article 3 : **PRÉCISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 6 mars 2024

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme
Le président,
Thomas Fromentin



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglomération Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**Séance du 6 mars 2024 à 18h30****2024/028 Ressources humaines / Avantage en nature : mise à disposition d'une borne de recharge électrique aux agents**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	49	8	57	57	0	0

Par suite d'une convocation en date du 29 février 2024 les membres composant le conseil de L'agglomération Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

PRESENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arboux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Marine Bordes (Foix), Morgane Pommiès (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutort), Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

ABSENTS ET REPRESENTES :

Mina Achary (Foix) procuration à Monique Gonzales
 Jérôme Azéma (Foix) procuration à Anne-Sophie Tribout
 Lawrence Bories (Foix) procuration à Morgane Pommiès
 Elisabeth Clain (Foix) procuration à Florence Rouch
 Jean-François Gavelle (Foix) procuration à Francis Authié
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Paul Hoyer (Ferrières), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Norbert Meler (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

2024/028

Ressources humaines / Avantage en nature : mise à disposition d'une borne de recharge électrique aux agents

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret du 26 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale ;

Considérant les incitations nationales en faveur d'acquisitions de véhicules électriques, eu égard les engagements tendant à une réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

Considérant les actions de L'agglo Foix-Varilhes en faveur de la transition écologique ;

Considérant la sollicitation des représentants du personnel siégeant au comité social territorial (CST) pour permettre et encadrer la mise à disposition de bornes électriques de recharge des véhicules personnels des agents, notamment au siège social au vu de la configuration des lieux et de la borne électrique existante ;

Considérant la proposition faite en CST permettant, à titre expérimental, de mettre à disposition une borne de recharge électrique pour véhicules, au siège social ;

Considérant que ce dispositif implique la reconnaissance d'un avantage en nature, avec une valorisation financière nulle a minima jusqu'au 31 décembre 2024, selon décret en vigueur ;

Vu l'avis favorable en CST réuni le 12 février 2024, portant sur l'utilisation de bornes de recharge électrique au bénéfice des agents ;

Il est proposé à l'assemblée d'assurer l'entrée en vigueur de cet avantage en nature à titre expérimental, dès délibération rendue exécutoire, jusqu'au 31 décembre 2024.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ

Article 1 : **APPROUVE** l'utilisation de bornes de recharge électrique au bénéfice des agents selon les modalités évoquées ci-dessus, notamment par une mise en place expérimentale ciblant la borne de recharge électrique du siège social.

Article 2 : **ACTE** la reconnaissance d'un avantage en nature avec une valorisation financière nulle pour les agents concernés.

Article 3 : **AUTORISE** le président à signer au nom et pour le compte de L'agglo Foix-Varilhes, tout document nécessaire à l'exécution de cette action.

Fait et délibéré, le 6 mars 2024

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,

Thomas Fromentin



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.